



**La politique
et
l'Évangile**

DOSSIERS
"VIE OUVRIÈRE"

no **96**

DOSSIERS "VIE OUVRIÈRE"

AU SERVICE DES MILITANTS CHRÉTIENS DU MONDE OUVRIER

Comité de la rédaction

Hubert Coutu, Fabien Lebœuf,

Jacques Lemay, Raymond Levac, Lorenzo Lortie,

Rémi Parent, Pierre Viau

Collaboration: Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.)

Mouvement des Travailleurs Chrétiens (M.T.C.)

Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (C.P.M.O.)

Paul-Émile Charland, secrétaire

Abonnement: \$6.50 pour un an; \$12.00 pour deux ans

Abonnement d'équipe: \$10.00 par année.

Adresse: 1201, rue Visitation, Montréal, Canada, H2L 3B5

Téléphone: (514) 524-3561

Courrier de deuxième classe — Enregistrement n° 0220

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec

Indexée dans le Répertoire analytique d'articles de revue du Québec (RADAR)

Imprimerie Notre-Dame, Richelieu, Qué.

ÉDITORIAL

Nous faisons tous de la politique

La rédaction 322

DOSSIER

Dimension politique de la vie de Jésus

1 — Regard sur l'Évangile

2 — Herméneutique et histoire

3 — Vers une praxis politique

Louis O'Neill 325

L'Église et les conflits ouvriers

Une table ronde de 5 D

Fabien Leboeuf 361

La lutte des opprimés:

médiation de la justice de Dieu

M^{sr} Antonio Fragoso 373

COURRIER DES LECTEURS

382

Editorial

Nous faisons tous de la politique

Le présent dossier peut paraître assez loin des préoccupations et des combats quotidiens du monde ouvrier. "Il y a bien trop à faire immédiatement et les situations sont suffisamment complexes pour nous dispenser des grandes questions éternelles et des obscurs rapports entre le ciel et la terre!"

Pourtant, nous continuons à soutenir que les ambiguïtés jouent toujours en faveur du statu quo. Tout effort de clarification est un élément essentiel dans un processus de conscientisation et de changement social. Or il y en a des ambiguïtés et des confusions sur la religion et la politique au Québec! Au plan social, la religion constitue un poids que chacun essaie de faire pencher du côté de ses options sociales ou politiques.

"Le Christ n'a pas fait de politique" proclament avec autorité les sympathiques au régime actuel, qu'ils soient politiciens, commerçants ou évêques. "Le Christ était un révolutionnaire" affirme naïvement le promoteur du changement social, fût-il syndicaliste, animateur ou curé de gauche.

Or le débat engagé de cette façon est pour nous sans issue. Se lancer à la figure des morceaux d'Évangile n'a jamais fait avancer une question car ces morceaux d'Évangile cachent des choix politiques inavoués qu'il faut d'abord connaître, clarifier et accepter.

Une approche pratique

Nous voulons, dans ce numéro, proposer une démarche plus pratique qui part de la certitude suivante: nous faisons tous, qui que nous soyons, de la politique. Être un homme nous oblige à la condition politique, comme elle nous oblige au langage et à la philosophie. Ne pas le reconnaître, c'est faire de la politique inconsciente, c'est donc risquer de faire de la mauvaise politique.

Le Christ, l'Église, la hiérarchie, tous soumis à la condition humaine, sont soumis par conséquent au politique. Quel est alors le poids

politique de leur existence et de leurs actions? Voilà la question que nous voulons aborder dans ce dossier.

Cette démarche sociologique a l'avantage de regarder d'abord la réalité et ensuite de la confronter avec les objectifs du Royaume de Dieu. Confronter la réalité avec l'Évangile c'est, à proprement parler, une action d'évangélisation. Mais confronter des conceptions ou des principes différents, c'est perpétuer des querelles d'école, nécessaires sans doute, mais secondaires.

Cette démarche a aussi l'avantage de bien distinguer entre les modèles politiques et l'Évangile. Quand cette distinction n'est pas faite, on perpétue un langage contradictoire: on proclame du même souffle que l'Évangile n'est pas politique et on propose en même temps aux chrétiens un modèle politique au nom de l'Évangile.

On retrouve cette contradiction dans le discours qu'un Évêque du Québec adressait à l'Assemblée annuelle de la Société Saint-Vincent-de-Paul au début du mois de mai¹. Tout en rappelant qu'on ne peut déduire de l'Évangile un programme tout fait et des outils d'analyse, l'Archevêque de Montréal affirme que la promotion des pauvres doit se faire dans le respect de tous, sans lutte des classes, dans la collaboration. En politique, cette démarche s'appelle du réformisme. Or le réformisme politique ne découle pas plus de l'Évangile que la dictature ou la révolution. Ce modèle politique, comme tous les autres, découle d'une lecture et d'un choix politiques.

Chacun a bien le droit et la liberté d'avoir son modèle de changement social, mais personne n'a le droit de le proclamer et de l'imposer aux autres au nom de l'Évangile.

Nous soutenons, enfin, que ce discours contradictoire joue un rôle politique. Il consiste à enlever des mains de groupes qui ne sont pas de notre choix politique, l'Évangile comme outil de changement en leur disant que l'Évangile est a-politique. Et il consiste à laisser dans les mains de ceux qui sont pour le changement tranquille, l'Évangile comme outils de conservatisme social en leur disant que l'Évangile est contre la violence et la lutte des classes.

¹ Mgr Paul Grégoire, *L'intervention en faveur des personnes démunies*, dans. L'Église de Montréal, 22 mai 1975.

Le présent dossier veut faire un pas en avant pour briser cette contradiction. Il se propose d'abord de regarder ce qui est, avant de philosopher sur ce qui devrait être. Escamoter cette étape, c'est prendre nos rêves pour la réalité et, donc, refuser de nous convertir.

Une réflexion évangélique

Pour aider à dissiper les ambiguïtés de l'engagement politique des chrétiens, une triple réflexion évangélique nous est ici proposée. Louis O'Neill, professeur de théologie, nous livre sa contribution au colloque sur le Christ, tenu à l'Université Laval (21-22 mars 1975): "Dimension politique de la vie de Jésus". On y verra pourquoi les pouvoirs politiques, tant civils que religieux, ont été inquiétés par la présence de Jésus de Nazareth. Cette réflexion théologique vient combler avec justesse un vide que plusieurs lecteurs déploreraient rencontrer dans la revue. Elle tisse la toile de fond de nos dossiers qui cherchent, à travers la vie ouvrière, le lieu d'incarnation de l'Évangile aujourd'hui.

"L'Église et les conflits ouvriers" est une analyse de la table ronde que nous donnait l'émission 5 D de Radio-Canada, à la suite du Colloque de Cap-Rouge. Nous nous devons de relever les interventions des militants qui s'y sont exprimés parce qu'elles reflètent la perception qu'ils ont de la lutte ouvrière et de l'Église. À leur façon, sans doute bien incomplète, ils nous disent leur réaction de chrétiens devant la situation actuelle au Québec.

Enfin, un frère du Brésil, M^{gr} Fragoso, est venu rencontrer les militants chrétiens d'un quartier populaire de Montréal, dans le cadre de la campagne de l'organisation Développement et Paix. L'analyse de la situation économique, qui perpétue l'injustice envers les pays du Tiers-monde, lui a fait redécouvrir une réalité profondément biblique: "La lutte des opprimés est le chemin par lequel s'exprime la justice de Dieu".

*

* *

Nous faisons tous de la politique. Avant de dire que nous nous réclamons de l'Évangile ou que nous le rejetons, il nous faut d'une part, bien connaître les réalités dans lesquelles nous vivons, et d'autre part, les véritables dimensions du projet de Dieu révélé en Jésus-Christ.

LA RÉDACTION

Dimension politique de la vie de Jésus

LOUIS O'NEILL
Université Laval

*“La lutte pour la justice est aussi la lutte pour
le Royaume de Dieu.”*

— Dom Antonio Fragoso.

*“Lutter pour établir la justice entre les hommes,
c'est commencer à être juste devant le Seigneur.”*

— Lettres des évêques
péruviens, août 1971.

La notion de *signes des temps* apparaît de plus en plus comme un *lieu théologique* de première importance.¹ Or un signe qui mérite de retenir notre attention, c'est l'émergence d'un nouveau type de comportement des chrétiens face aux réalités politiques. Sans invoquer le cas insolite d'un M^{gr} Capucci, on peut inventorier des exemples nombreux de chrétiens, évêques, prêtres, religieux et religieuses, qui, mettant en pratique une ligne d'action suggérée par Paul VI², considèrent le domaine politique comme un lieu privilégié d'engagement pour ceux qui se réclament de l'Évangile de Jésus-Christ.

¹ “À peine esquissée dans *Pacem in terris*, cette théologie des “signes des temps” issue de l'Évangile, que Jean XXIII cite lui-même à ce propos (*Matth.*, 16, 4), a été reprise et synthétisée avec force par *Gaudium et Spes* (4; 10-11; 42, 44, etc.) qui lui donne une importance spirituelle et méthodologique déterminante”. (Lettre du Cardinal Maurice Roy à l'occasion du X^{ème} anniversaire de *Pacem in terris*.)

² *Octogesima adveniens*, n. 42 ss.

La politique: lieu d'engagement évangélique

Ce nouveau type d'engagement revêt des modalités variées, étonnantes quelquefois. En maints cas, les options se situent carrément à gauche, impliquant occasionnellement une alliance avec des marxistes et des communistes et ne craignant point d'emprunter au socialisme des modèles d'analyse et des concepts opératoires.³ On dénote un éventail diversifié de stratégies, allant de l'engagement politique de type traditionnel aux contestations radicales du système établi, incluant l'ensemble des techniques qui vont du pacifisme intégral à la violence. Camilo Torrès incarne la limite extrême de ces formes contestataires de l'engagement politique.⁴

Ces comportements se situent aux antipodes de multiples courants spirituels qui ont contribué à dépolitiser les chrétiens,⁵ à faire d'eux, pour reprendre une expression de Merleau-Ponty, à la fois des conservateurs incertains et des révolutionnaires peu fiables. La privatisation de la foi, la prépondérance de la dimension spécifiquement religieuse de la vie ecclésiale, la morale intimiste, la tendance stoïcienne à privilégier une liberté intérieure indifférente aux contraintes et aux conditionnements sociaux, les mouvements charismatiques et autres de

³ "On voit maintenant que la plus ancienne monarchie bâtie sur la pierre du premier évêque de Rome, se trouve face à une subversion de ses valeurs sacrées. Et ce n'est pas le laïcât silencieux et scandalisé, mais le clergé qui franchit les limites rigides de son service de l'Évangile, pour lever, en de nombreuses occasions, l'étendard d'une ouverture au marxisme, avec toute la férocité et tout le manque de retenue dont font traditionnellement preuve les nouveaux convertis". *The Rockefeller Report on the America*, Chicago, 1969, p. 31; cité par Gustavo Gutiérrez, *ouvrage cité*, p. 115.

⁴ "Ce sont les paradoxes de l'histoire; alors que nous voyons des secteurs du clergé se transformer en forces révolutionnaires, comment nous résignerions-nous à voir d'autres secteurs du marxisme se transformer en forces ecclésiastiques?". Fidel Castro, Discours de clôture du Congrès des intellectuels, le 12 janvier 1968. Cf. Gutiérrez, *ouvrage cité*, p. 115.

⁵ Ce qui ne signifie pas que les chrétiens soient dépourvus d'instincts ou de réflexes politiques. Au contraire, ils adoptent des comportements auxquels s'intéressent de près les hommes politiques, surtout ceux de droite. Si, par exemple, la gauche a failli l'emporter aux récentes élections présidentielles, en France, cela est dû en partie à un déplacement important du vote catholique, traditionnellement porté à appuyer la droite plutôt que la gauche. Sur les comportements politiques des catholiques français, voir Jacques Duquesne, *La gauche du Christ*. Aussi François Biot, *Théologie du politique*, pp. 25 ss.

même nature ont ensemble contribué à fixer des frontières à l'intérieur desquelles la vie spirituelle est censée trouver son champ propre d'action. Les chrétiens influencés par ces traditions sont inévitablement enclins à observer avec suspicion des attitudes qui contredisent carrément l'orthopraxie à laquelle on est habitué dans les milieux d'Église.

Les nouvelles attitudes étonnent d'autant plus qu'on croyait, depuis Jacques Maritain, avoir résolu le difficile problème des relations entre la foi et le domaine politique. Face à une idéologie de chrétienté, Maritain revendique l'autonomie du temporel, la valeur propre des réalités terrestres et la différenciation du plan religieux et du plan social: affirmations qui trouveront leur confirmation dans la théologie sociale de Vatican II. De plus, grâce à la distinction qu'il propose entre *l'agir en tant que chrétien* et *l'agir en chrétien*,⁶ il trace la voie à un engagement social et politique pluriforme et différent de l'engagement religieux. Il évite aussi la confusion entre l'appartenance à l'Institution ecclésiale et l'adhésion à telle option politique déterminée.

Or la nouvelle praxis semble rejeter la différenciation des plans. Elle privilégie, au nom de l'Évangile, certaines options spécifiques. Elle admet le pluralisme politique, mais se méfie des motifs qui prétendent légitimer toutes les options comme étant d'égale valeur.

Le neutralisme politique (*neutrologie*) réagit vivement aux prétentions des politisés chrétiens et des théologies de la libération. On reproche aux nouveaux courants de vouloir engager les chrétiens dans une sorte de néo-cléricalisme, de revenir à un projet de cité chrétienne, de ressusciter, sous des allures nouvelles, la vieille thèse de l'union de l'Église et de l'État. La neutrologie s'appuie sur trois postulats: 1) *l'impossible objectivité*: la politique est le carrefour des passions, des intérêts, des appétits, où la droite raison ne peut réussir à déterminer une évaluation rationnelle des impératifs qui s'imposent; 2) *la contingence*: le domaine du politique est peuplé de choses passagères, relatives, qui ne concernent pas les grandes finalités de la vie; 3) *l'incompétence technique des chrétiens*: il est prétentieux de la part de ceux-ci de vouloir apporter des solutions aux problèmes économiques et socio-politiques. Face à une conjoncture déterminée, plusieurs solutions se présentent comme également valables. Tout ce que la foi fournit comme

⁶ Voir dans *Humanisme intégral*, Paris, 1947, pp. 299 ss.

apport, c'est un ensemble de considérations générales, dont on peut s'inspirer pour inventer des solutions concrètes aussi valables et aussi déficientes les unes que les autres.

De ces trois postulats on déduit le *droit au pluralisme*: libre à chacun des chrétiens de s'engager dans les formations, les groupes politiques de son choix, quitte à respecter chez les autres le droit d'en faire autant. Libre à chacun aussi de se désintéresser, s'il le veut, de la chose publique et de s'en remettre, pour sa propre gouverne, au jugement de gens d'élite qui décideront à sa place. À tous cependant sera demandé le respect de deux conditions: maintenir l'unité entre les chrétiens, nonobstant les divergences politiques, et préserver les droits acquis de l'appareil ecclésiastique.

La neutrologie trouve son expression spirituelle dans l'antique invocation: "Domine, salvum fac regem", dont l'herméneutique donne à peu près ceci: "Seigneur, accorde tes faveurs à tout pouvoir qui nous accorde les siennes, garde en santé celui qui nous garde en sécurité, protège celui qui nous permet de vivre en toute quiétude dans nos écoles, nos couvents et nos monastères".

Les nouveaux courants reprochent à la neutrologie deux lacunes graves: 1) d'être fallacieuse et mensongère; 2) de servir de caution à des options politiques qui sont une pierre d'achoppement pour la conscience chrétienne et pour plusieurs une occasion de scandale.

L'Église et la politique

C'est une fausseté historique d'affirmer que l'Église ne s'intéresse pas à la politique ou ne le fait que pour des motifs spirituels, alors que l'histoire est remplie d'exemples qui prouvent le contraire. De Constantin à François-Joseph d'Autriche, en passant par les Rois très chrétiens, l'anglicanisme et le tsarisme, on recense des phalanges de papes, d'évêques, de prélats et de moines politiciens. Ce comportement était d'ailleurs inscrit dans les mœurs et les institutions. On ne pensait même pas à s'interroger sur sa légitimité. Que les princes se mêlassent de choses cléricales ou les prélats de choses temporelles soulevait peu de difficultés, sauf des querelles relatives à des limites de juridiction. Ce sur quoi ces messieurs étaient tous d'accord, c'était que le monde ordinaire ne devait se mêler des affaires ni des uns ni des autres.

Quand, avec la montée de la démocratie et le processus de sécularisation, les relations s'avèrent plus difficiles entre les pouvoirs civil et religieux, la politique ne cessa pas d'être une préoccupation majeure des hommes d'Église. Les concordats et les nonciatures en sont une preuve manifeste. L'histoire religieuse de la France, de Napoléon à la rupture du concordat, est marquée par le poids de la présence sociale et politique de l'Église, tout comme l'est celle du Québec, de M^{gr} Plessis à la Révolution tranquille, en passant par ce sommet de cléricisme que fut le règne de M^{gr} Bourget.

Il est arrivé que cette politique ecclésiastique ne fut pas toujours édifiante. Jésus conseillait à ses disciples d'être simples comme des colombes et prudents comme des serpents. On dirait que certains hommes d'Église ont interprété le conseil à l'envers. Les historiens apologistes ont beaucoup à faire pour légitimer la politique romaine face au fascisme mussolinien, les demi-complicités de l'Église allemande, aussi bien protestante que catholique, à l'endroit du nazisme, le comportement hésitant et brumeux de l'épiscopat français au temps de l'occupation allemande, la longue solidarité entre le clergé espagnol et le franquisme, les quarante années de silence des évêques portugais au temps de Salazar, le comportement des évêques américains au moment de la guerre du Vietnam, l'attitude équivoque de l'épiscopat chilien au temps du régime Allende et au lendemain du coup d'État perpétré par la junte fasciste du général Pinochet, etc.

Parfois les hommes d'Église interviennent, parfois ils se taisent, dans un cas comme dans l'autre pour des raisons souvent valables. Mais il est d'autres cas où on se perd en conjectures sur les motifs soit de l'intervention, soit du non-engagement. Ces motifs sont-ils toujours d'ordre spirituel ou relèvent-ils parfois d'une dialectique pour le moins pragmatique et mondaine? À ce sujet, Gustavo Gutierrez formule des remarques bien pertinentes, eu égard à la situation qui prévaut en Amérique latine:

“Quand, par son silence ou ses bonnes relations avec lui, l'Église légitime un gouvernement oppresseur ou dictatorial, accomplit-elle seulement une fonction religieuse? On découvre alors que la non-intervention en matière politique est valable pour certains actes qui engagent l'autorité ecclésiastique, mais qu'elle ne l'est pas pour d'autres. Cela veut dire que ce principe ne s'applique pas quand il s'agit de maintenir le statu quo; mais qu'on le brandit

quand par exemple, un mouvement d'apostolat laïc ou un groupe de prêtres prend une attitude considérée comme subversive de l'ordre établi. Concrètement, en Amérique latine, la distinction des plans sert à dissimuler l'option politique réelle de l'Église en faveur de l'ordre établi. Il est intéressant en effet d'observer que, lorsqu'on n'avait pas encore une conscience claire du rôle politique de l'Église, la distinction des plans était mal vue aussi bien de l'autorité civile que de l'autorité ecclésiastique. Mais depuis que le système, dont l'institution ecclésiastique est une pièce centrale, a commencé à être refusé, ce schéma a été adopté pour se dispenser de prendre parti effectivement pour les opprimés et les spoliés, et pour pouvoir prêcher avec lyrisme l'unité spirituelle de tous les chrétiens. Les groupes dominants qui se sont toujours servis de l'Église pour défendre leurs intérêts et maintenir leur situation privilégiée en appellent aujourd'hui, devant les tendances "subversives" qui se manifestent au sein de la communauté chrétienne, à la fonction purement religieuse et spirituelle de l'Église. Le drapeau de la distinction des plans a changé de mains. Défendu il y a seulement quelques années par les éléments d'avant-garde, il l'est aujourd'hui par les groupes au pouvoir dont beaucoup sont parfaitement étrangers à la foi chrétienne. Mais ne nous y trompons pas; les propos sont bien différents. Gardons-nous de faire le jeu des plus féroces".⁷

Il ne faut pas rêver en couleur. L'Église constitue une entité sociale et économique trop importante pour que les politiciens ne s'y intéressent pas. Même Hitler, tout imbu qu'il était d'esprit anti-chrétien, ne dédaigna pas de signer une entente avec l'Église, quitte à la violer peu de temps après. Quand des fascistes réclament des *Te Deum*, ce n'est pas par dévotion aux sacramentaux, mais le plus souvent pour camoufler quelque méfait ou quelque mesure d'oppression. L'Église-institution n'échappe pas au politique. Face à cette nécessité, on peut se contenter de stratégie à court terme et de diplomatie vaseuse, dans l'espoir d'esquiver les astuces et les assauts du "démon politique". Mais on peut aussi se demander si le politique ne constitue pas un lieu privilégié d'incarnation, un "territoire de mission" où le message évangélique trouve un terrain favorable d'implantation.

⁷ *Ouvrage cité*, pp. 75-76.

La deuxième hypothèse semble gagner de plus en plus de terrain sur la première, du moins à juger par les comportements de beaucoup d'hommes d'Église et par l'évolution de l'enseignement social officiel. Celui-ci surtout depuis Vatican II, formule des prises de position et utilise un langage dont les implications politiques sont manifestes. Par exemple, on ne peut parler de la primauté de l'argent sur le capital, de la collaboration avec les socialistes (ou, comme jadis, du rejet de cette collaboration), de l'insuffisance des normes du libéralisme économique pour régler les problèmes du tiers-monde, et prétendre qu'il s'agit là de purs énoncés éthiques sans résonance politique. Les maîtres à penser du capitalisme ne se sont pas laissés tromper par cette prétention, lorsqu'ils s'en sont pris à *Populorum progressio*, lui reprochant de prôner un "marxisme réchauffé". Ils avaient tort d'y soupçonner du marxisme, mais ils avaient bien raison d'en craindre les effets politiques.

On peut se réjouir de ce que l'on reconnaisse plus volontiers aujourd'hui que jadis que la foi et la politique entretiennent des liens étroits. Mais il ne suffit pas de s'en réjouir; il faut montrer que ce rapprochement est conforme au message évangélique lui-même. De là une interrogation préliminaire:

- *L'Évangile nous dit-il quelque chose de précis au sujet de la politique?*
- *Peut-on, sans forcer les textes, déceler un contour et une signification politiques dans les comportements et les paroles de Jésus?*

I

Regard sur l'Évangile

Chacun lit l'Évangile avec ses lunettes, c'est-à-dire avec le regard qui lui vient d'une culture, d'une mentalité, de préjugés. Les influences contemporaines affectent aussi ce regard et certains individus sont plus que d'autres sensibles aux courants de leur époque. Jacques Ellul reproche aux amateurs de théologie de la libération de céder trop facile-

ment à la pression de tels courants. Il les accuse de confondre les impulsions de la mode avec l'influence de l'Esprit-Saint.¹

On ne peut affirmer qu'un tel reproche soit entièrement dépourvu de fondement. Mais il pourrait aussi s'adresser aux gens de droite qui confondent la défense d'intérêts immédiats et matériels avec la sauvegarde des valeurs éternelles. Ce dont il faut être bien conscient d'autre part, c'est que les différentes influences qui ont contribué depuis longtemps à dépolitiser l'image de Jésus² font qu'on reçoit avec une suspicion excessive les projets tendant à inclure dans cette image une dimension socio-politique qui, selon certains, a été obscurcie, parfois entièrement évacuée. Il arrive qu'on attribue trop vite à l'influence de la mode ce qui provient d'une re-lecture attentive et sérieuse de la Parole de Dieu.

L'Évangile nous trace de Jésus l'image d'un homme bien vivant et actif, sensible aux personnes et aux groupes qui l'entourent, attentif à la conjoncture sociale et politique. Mais chez beaucoup de chrétiens, cette dimension existentielle est escamotée au profit de la réalité divine, immuable, de la Majesté qui éclipse les traits humains. Dans cette optique, le personnage de Jésus devient une icône, un être figé, placé à l'écart et au-delà de contingences quotidiennes. Celles-ci, qu'elles soient économiques, sociales ou politiques deviennent secondaires, accidentelles, sans importance.³

¹ Dans son ouvrage intitulé *Contre les violents*. "Les chrétiens sont des spécialistes des luttes virtuellement finies, et de la défense des pauvres déjà défendus par des millions d'autres, c'est-à-dire qu'ils sont avant tout sensibles à la propagande" (p. 194). "Il est vrai que le Saint-Esprit doit nous avoir bien abandonnés pour que nous suivions sans plus, toutes les propagandes" (p. 196).

² Tendance qui serait déjà tangible à l'ère de l'Église apostolique. Certains croient en discerner des traces chez l'évangéliste Marc. (Voir Gutiérrez, *ouvrage cité*, p. 232). On connaît, dans le même sens, l'influence des traditions dites de spiritualité intégrale, dont *l'Imitation de Jésus-Christ* demeure sans doute l'illustration la meilleure.

³ ... "Il s'agit d'un Jésus aux gestes figés, stéréotypés, tous représentatifs de thèmes théologiques. Expliquer un geste de Jésus, c'est lui accoler un certain nombre de thèmes théologiques. De cette manière, la vie de Jésus n'est plus une vie humaine, immergée dans l'histoire, c'est une vie théologique: une icône. Comme dans les icônes, les gestes sont soustraits à leur contexte humain et stylisés pour se transformer en signes du monde transcendant et invisible. Une telle vie de Jésus est

Jésus, l'Écriture nous l'affirme, a vécu comme un homme parmi les hommes. "Il a planté sa tente parmi nous" (*Jean 1, 14*), il a entretenu des relations avec sa famille, son voisinage, les milieux populaires, les chefs religieux, les pouvoirs publics. Il s'est inscrit dans l'histoire, comme centre et lieu de convergence. Il a vécu au cœur de luttes sociales entre forces irréductiblement adverses. Tout cela a-t-il pu se réaliser dans une entière neutralité politique?

En marge de la politique

Une première représentation qui, dans le déroulement de notre vie de chrétiens, a capté notre attention, c'est sans doute celle de Jésus prophète qui échappe à l'histoire quotidienne, l'homme religieux que n'atteignent pas les éclaboussures et les insipidités de l'existence. Jésus, d'une certaine façon, a incarné cette image: le prophète ambulant, à la fois contemplatif et prédicateur et que précède Jean le Baptiste, homme religieux et ascète, en apparence encore plus retiré du monde que Jésus lui-même. Dans le contexte politique survolté de la Palestine, voici la Parole qui retentit, annonçant la venue prochaine du Royaume qui n'est pas de ce monde, l'arrivée du Libérateur; mais un Royaume qui n'est pas de ce monde une libération qui advient par le moyen de la prière et de la pénitence et de la purification intérieure. Un code nouveau est proclamé, une loi nouvelle, toute simple, qui se résume dans le commandement de l'amour et les Béatitudes. Tout le reste, lois, rites, querelles autour de prescriptions légales, rêves politiques, ambitions humaines, s'estompe dans la brume.

Le prophète Jésus toise les chefs religieux, recommande d'écouter ce qu'ils disent, mais non pas d'imiter ce qu'ils font. Il se moque d'Hérode et témoigne d'un respect distant, un peu cavalier, envers le pouvoir représenté par Pilate. On a l'impression qu'il considère le monde politique avec désinvolture plutôt qu'avec respect. "Rendre à

plutôt un objet de vénération — elle est d'ailleurs le grand thème liturgique — qu'un objet de réflexion. Sans contester la valeur icônique de la vie de Jésus, nous devons reconnaître que nous ne pouvons nous en contenter". Joseph Comblin, *Théologie de la Révolution*, p. 236.

César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu", c'est-à-dire, n'accorder pas plus d'importance qu'il ne faut aux conflits de pouvoir et aux antagonismes politiques, afin d'être plus disponible à l'égard des choses de Dieu.

Jésus apolitique: en un certain sens, oui. C'est d'abord ainsi que l'ont perçu, à travers les âges, de nombreuses générations chrétiennes fascinées par la dimension premièrement religieuse de son message. Ces innombrables chrétiens qui, par la voie de l'ascèse, de la vie religieuse, par la contemplation et la pénitence, par des formes multiples d'activités à base de renoncement et de service, ont cherché à imiter le Christ et ainsi parvenir au Royaume de Dieu. On ne peut rejeter du revers de la main comme étant non fondée cette expérience séculaire de milliers de croyants qui ont ausculté et interprété la Parole de Dieu. Cette manifestation de "sensus ecclesiae", de l'Église peuple de Dieu, constitue une preuve indiscutable que la vie de Jésus incarne l'image de l'homme religieux, qui, d'une certaine façon, dépasse le contingent politique et social.

En fait, on peut dire que Jésus fut non seulement apolitique, mais aussi anarchiste. Il sera d'ailleurs condamné en tant qu'anarchiste. Il le fut au sens radical du terme (*αη-αρχη*); celui qui ne reconnaît au pouvoir, quel qu'il soit, qu'une valeur relative. Il n'obéit de façon intégrale qu'à son Père et à l'Esprit qui l'habite. Il ne respecte que les autorités-service. Les autres, il les affronte, les démystifie ou les subit. Quand on utilise la phrase: "Jésus fut obéissant jusqu'à la mort", pour inciter les chrétiens à se conduire comme des moutons d'abattoir et des citoyens serviles, on déforme l'Écriture et le message du Christ. Homme intégral et homme libre, tel fut Jésus-Christ.⁴

"Jésus, écrit Martin Hengel, prit ses distances et une attitude critique vis-à-vis des puissances politiques et des autorités de son temps (*Mt* 11, 8; *Luc*, 13, 32; 22, 25). Pour lui, du fait de la proximité de Dieu, elles ont "perdu tout pouvoir" et sont devenues, en quelque sorte, indifférentes (*Mc* 12, 13-17; cf. *Mt* 17, 25 ss.). Pour qui veut le suivre, leurs lois sont sans valeur, seul compte l'ordre de la charité et du service (*Mc* 10, 42; *Lc* 22, 24). C'est pourquoi tout homme,

⁴ Voir là-dessus l'excellent opuscule de Christian Duquoc, *Jésus homme libre*, Éd. du Cerf, 1974.

quelle que soit la situation dans laquelle il se trouve, est plus "fort" dans sa liberté, que toutes les forces d'oppression".⁵

La politique rejoint Jésus

Détail symbolique: le lieu de naissance de Jésus résulte d'une décision politique, les événements politiques perturbent son enfance. Afin d'échapper à Hérode, la Sainte Famille fuit en Égypte. En guise de représailles, une loi de mesures de guerre s'abat sur Bethléem. Bête et inquiet, le pouvoir brutal frappe au hasard et se venge sur des enfants.

À l'aube de la vie publique surgit le précurseur Jean le Baptiste. Aussitôt une commission d'enquête se met en branle pour aller interroger le prophète barbu et épier les rassemblements insolites qui se tiennent près du Jourdain. On passe au crible les propos du prédicateur non autorisé, probablement un ex-moine de la confrérie de Qumrân.

Avant que ne débute sa vie publique, Jésus se retire au désert. Le "démon du pouvoir" rôde autour de lui et essaie de supputer à qui il a affaire. Il soumet Jésus à trois tentations dont le contenu est politique. Question de savoir si le nouveau prophète est intéressé à acquérir la puissance matérielle ou à subjuguier les foules par un coup d'éclat de la propagande. Savoir surtout s'il a le goût du pouvoir⁶ et s'il incarne un pouvoir nouveau avec lequel il faudra compter. En fait, Satan perçoit, qu'au-delà des apparences, il y a chez Jésus une puissance qui peut perturber le monde sur lequel il exerce sa domination. "On n'est tenté que par les choses qui nous touchent de près", écrit Culmann.⁷ C'est parce que la mission de Jésus a des résonances poli-

⁵ Dans *Jésus et la violence révolutionnaire*, Paris, Éd. du Cerf, 1973, p. 102.

⁶ Sur la signification politique des trois tentations, voir Pierre Bigo, *L'Église et la révolution du tiers-monde*, p. 67-69. "Peut-être Satan a-t-il laissé entrevoir à Jésus qu'il viendrait à conquérir les royaumes en devenant le chef politique de son peuple, le leader de la *guerilla*. Il faut plutôt retenir de l'épisode de la tentation l'engagement de Jésus au cœur même du 'politique', dans une lutte à mort avec les 'principautés et les puissances' (Col. 2, 15) et avec une mythologie du pouvoir."

⁷ Dans *Dieu et César*, p. 27. Cité par Gutiérrez, *ouvrage cité*, p. 234.

tiques que le démon tente dès le départ de réduire à l'impuissance cet adversaire insolite.

"Jésus refuse le messianisme politique, mais il rencontre le problème politique; il prend position devant lui et son message comporte inévitablement une incidence politique".⁸ Dès le départ il est confronté avec les puissances du monde, parce que son projet, tout spirituel et religieux qu'on l'imagine, dérange les jeux politiques.

Un entourage politique

Dans le voisinage de Jésus il est question de politique. On y parle de libération de la patrie, de l'action à entreprendre pour secouer le joug des Romains, on dénonce aussi les Sadducéens, collaborationnistes et exploités. Au moins un des premiers apôtres faisait partie du groupe des zélotes et il est possible que plusieurs disciples aient été membres de cette secte de guerilleros.⁹

Jésus accepte de frayer avec les zélotes, mais il se distingue d'eux tant par le projet qui l'anime que par les moyens qu'il emploie. Les propos qu'il tenait sur la libération, le royaume à venir, étaient susceptibles à la fois de les fasciner et de les décevoir. Au fond, l'erreur des zélotes n'était pas d'avoir voulu donner à l'attente d'Israël une texture concrète, mais d'avoir figée celle-ci dans un cadre étroit, dans un lieu géographique restreint. Jésus vient accomplir la loi et les promesses, mais cet accomplissement, tout en incluant des attentes bien concrètes et humaines, englobe le monde entier et les siècles à venir. Et il inclut aussi l'homme dans son destin intérieur, personnel et spirituel. Il s'appuie, comme pierre d'assise, sur la transformation qualitative et intérieure de chacun des hommes. Ce que les zélotes, obsédés par des objectifs à court terme, ne pouvaient comprendre.¹⁰

⁸ A. George, *Jésus devant le problème politique*, voir Gutiérrez, *ibid.*, p. 234.

⁹ "Peut-être Barrabas et les deux "associaux" crucifiés avec Jésus étaient-ils des terroristes. Mais ce sont là des hypothèses" (Pierre Bigo, *ouvrage cité*, p. 66). Possiblement que certains zélotes assistaient Jésus dans ce coup de force que fut la purification du temple. Telle est du moins l'opinion d'E. Trocmé. Voir là-dessus Claude Wagnon, *L'Église, essai de critique radicale*, p. 129. Aussi Gutiérrez, *ouvrage cité*, p. 233.

¹⁰ Sur les rapports entre Jésus et les zélotes et sur son refus de la violence, voir Martin Hengel, *ouvrage cité*, p. 96 ss.

Ce n'est donc pas une vaine hypothèse que de supposer que beaucoup de discussions entre Jésus et les disciples ont porté sur des questions politiques, surtout que certains de ceux-ci étaient eux-même politisés. Si le Christ n'a pas voulu s'identifier aux zélotes et aux nationalistes de son temps, rien ne permet de déduire en revanche qu'il se soit totalement désintéressé de ces questions. Il a dépassé la problématique de la victoire collective à court terme, ce qui ne signifie pas qu'il l'ait méprisée ou rejetée.

Sa mission unique et historique de libérateur de tous les hommes le situait au-delà des approches politiques à court terme.

Des adversaires vigilants

Nonobstant ses allures de prédicateur inoffensif. Jésus aura tôt fait d'attirer l'attention et de susciter l'hostilité des pouvoirs en place, tant les pharisiens que les sadducéens et les hérodiens. Dans cette société où le religieux et le politique s'entremêlent inextricablement, on tient à l'œil un enseignement qui met en cause l'ordre établi. En lisant l'Évangile, on voit se préciser peu à peu un regroupement, un front commun des establishments. Scribes et pharisiens surveillent les paroles et comportements de Jésus et de ses disciples. Les sadducéens s'occupent aussi du cas. Hérode, libidineux et superstitieux, est loin de se désintéresser de l'affaire. Le fils de l'assassin des enfants de Bethléem commence par liquider Jean le Baptiste. Plus tard, entendant parler de la prédication et des miracles de Jésus, il prend peur. "C'est Jean, dit-il, que j'ai fait décapiter, qui est ressuscité" (*Marc 6, 16*). Les Romains aussi surveillent cette histoire de près. Depuis longtemps qu'ils cherchent comment manœuvrer avec ce peuple turbulent, aux croyances insolites et toujours empêtré dans des querelles religieuses.

Un procès politique

Cette convergence d'intérêts aboutit au procès politique de Jésus. Les accusateurs réussissent mal à mettre au point une inculpation défendable, mais tous s'entendent sur une chose: il faut se débarrasser de Jésus. Le "démon du pouvoir" perçoit dans l'homme de Nazareth un ennemi à abattre. Le cheminement de Jésus, que certains prétendent

entièrement apolitique, connaît ainsi un dénouement éminemment politique.

On peut tenter de réduire la dimension politique du procès de Jésus à un phénomène accidentel et considérer les instigateurs de sa mort comme des instruments inconscients de la volonté de Dieu. À ses auditeurs l'apôtre Pierre déclare: "Vous avez chargé le Saint et le Juste; vous avez réclamé la grâce d'un assassin, tandis que vous faisiez mourir le prince de la vie (*Actes*, 3, 14). Et il ajoute: "Cependant, frères, je sais que c'est par ignorance que vous avez agi ainsi d'ailleurs que vos chefs" (*Actes*, 3, 17). Par ignorance du caractère divin et messianique de Jésus, oui. Mais ce qui n'exclut pas que les chefs (car le peuple fut berné, comme cela arrive si souvent dans le cours de l'histoire) aient néanmoins obéi à une logique propre, celle du "démon du pouvoir", tout comme il est conforme à une certaine logique qu'ils aient perpétré leur méfait sous le couvert de procédures judiciaires apparemment impartiales (ce qui est aussi une fréquence historique, car c'est ainsi que "le démon du pouvoir" se complait à agir).

Dieu a choisi des instruments pour que se réalise le mystère de la Rédemption. Mais il n'est pas sans importance de savoir quels instruments il a choisis. Il est permis de voir une indication divine dans le fait que ce sont les pouvoirs établis, les appareils ecclésiastiques et civils réunis qui ont conjugué leurs efforts pour faire périr le Nazaréen, en qui ils ont décelé une menace et un danger. Nonobstant "l'autorité qui vient de Dieu", il existe aussi "le démon du pouvoir", qui incarne des valeurs antagonistes de celles que Jésus incarne et propose, valeurs qui, aux yeux du "démon du pouvoir", ont une profonde connotation politique. Vue sous cet angle, la vie de Jésus revêt une signification plus profondément politique que cela eût été si le Christ avait assumé le rôle de leader d'un groupe social engagé dans une contestation directement politique.¹¹

¹¹ Martin Hengel (*ouvrage cité*, p. 98) voit dans le procès et la mort de Jésus l'aboutissement de malentendus politiques. On peut parler de malentendus si on se réfère aux motifs immédiats et apparents qui ont inspiré la conspiration des pouvoirs en place. Mais le malentendu s'estompe si on se rapporte à une perception instinctive, en profondeur, faite par le "démon du pouvoir". Celui-ci avait bien raison de craindre la venue du "Royaume de Dieu". Car entre le règne de Jésus et un certain "ordre établi" (ce que Péguy appelait *le désordre établi*) l'opposition est irréductible.

Jésus assume et transcende le politique

Il apparaît indéniable que plusieurs thèmes dominants du message évangélique sont lourds d'implications politiques, Et cela, les adversaires de Jésus l'ont bien perçu.

1) LA LIBÉRATION

Jésus n'a pas réprouvé le rêve d'Israël d'une libération humaine. Il l'a interprété différemment, en profondeur et en extension. Il a centré son message sur la libération du péché, mais n'a pas fait de ce dernier une entité isolée du réel, du concret.

Il semble bien qu'un des motifs du ressentiment des pharisiens à l'endroit de Jésus, c'est que ce dernier, d'une part, a distingué le péché de la souffrance, du mal physique, de la pauvreté (ainsi dans l'épisode de la guérison de l'aveugle-né) et d'autre part a dénoncé le péché dans un langage peu agréable pour les gens d'élite, les gens de bien, les gens installés. La théologie du péché, chez les clercs de l'époque, servait d'instrument de domination, en ce qu'elle ajoutait à l'oppression sociale celle qui venait du sentiment de culpabilité inoculé dans l'âme des petites gens. En contrepartie, Jésus sème des paroles libératrices et apaisantes, susceptibles de redonner à chacun des croyants, au plus petit parmi eux, confiance en lui-même, confiance aussi dans son destin, sa libération.

Il peut être tentant de rapprocher trop étroitement la libération du péché, la libération politique et la libération de l'homme au cours de son histoire.¹² Mais il est loin d'être certain qu'en voulant trop les distinguer on reflète bien le contenu du message évangélique. À ce point de vue, il y aurait lieu de méditer attentivement le *Magnificat*. Une longue tradition intimiste en a fait le chant de reconnaissance des pénitents réconciliés au terme d'une retraite, des chrétiens timorés perturbés par des scrupules ou des angoisses intérieures, des "spirituels purs" émerveillés par les effets intimes et consolateurs de la grâce. Mais si le *Magnificat* exprime toutes ces choses, il veut dire aussi beaucoup plus. Voyons par exemple les versets suivants:

¹² Sur ces trois aspects de la libération, voir les remarques pertinentes de Gutiérrez, *ouvrage cité*, pp. 156 ss.

"Il a déployé la force de son bras,
Il a dispersé les hommes au cœur superbe.
Il a renversé les potentats de leur trône
et élevé les humbles.
Il a rassasié de biens les affamés et renvoyé
les riches les mains vides." (Luc, 1, 51-53).

Dans un document qui a fait beaucoup de bruit, quinze évêques du tiers-monde n'ont pas craint de déclarer: "Les chrétiens et leurs pasteurs doivent savoir reconnaître la main du Tout-Puissant dans les événements qui périodiquement déposent les puissants de leurs trônes et élèvent les humbles, renvoient les riches les mains vides et rassasient les pauvres". Commentant ce texte, Joseph Comblin souligne que les paroles de la Vierge s'appliquent à une situation révolutionnaire (on pourrait préciser: libératrice). Et il ajoute: "Il y a longtemps d'ailleurs que l'on a remarqué que le *Magnificat* était le texte le plus révolutionnaire des Évangiles, ce qui n'a pas manqué de paraître paradoxal, puisque les paroles sont attribuées à une femme, la mère de Jésus".¹³

2) JÉSUS, UN HOMME ORDINAIRE

On a souvent, dans la spiritualité chrétienne, souligné l'effacement de Jésus et tiré de là une leçon en vue d'encourager les fidèles à vivre dans l'humilité et la résignation. Mais cet effacement véhicule aussi un autre message: la solidarité de Jésus, homme ordinaire, avec les "am-ha-retz", les socialement déclassés, ce qui entraînait une situation d'opposition avec les classes dominantes. Ce déclassé constituait en soi une provocation, un état de vie qui ne pouvait que choquer les nantis, les élites de l'époque, ceux qui vivaient en possession tranquille de la vérité, de l'argent et du pouvoir.¹⁴

¹³ Voir *Théologie de la révolution*, p. 231. "Jésus-Christ appelle à la libération totale — pas seulement intérieure, spirituelle — de l'Homme. Cette notion est largement admise. Un organisme officiel comme le C.I.C.O.P. (Comité de coopération catholique inter-américaine), dépendant de l'épiscopat des États-Unis, paraît même admettre, à partir de là, que les catholiques doivent se ranger aux côtés des rebelles d'Amérique du Sud". (Jacques Duquesne, dans *La gauche du Christ*, p. 207).

¹⁴ Martin Hengel (*ouvrage cité*, p. 104) note cependant que cette solidarité avec les déclassés n'empêchait pas Jésus d'entretenir de bons rapports sociaux avec des groupes privilégiés, incluant des "collaborateurs" et des "exploiteurs".

Lu dans cette perspective, l'Évangile peut nous aider à mieux comprendre "les signes des temps", indiquer de quel côté doivent s'orienter les choix et s'exprimer les solidarités des chrétiens. Pensons par exemple aux signes des temps mentionnés par Jean XXIII: la libération des pays pauvres du tiers-monde, la montée de la classe ouvrière, la promotion de la femme.¹⁵ À ces groupes le pape ne dit pas de se résigner par esprit d'imitation de Jésus-Christ. Il semble bien plutôt nous signaler que ces mouvements de libération illustrent un processus vital dont on trouve la source dans le levain évangélique.

3) JÉSUS CONTESTATAIRE

Ce n'est qu'au moment de sa passion que le Christ s'est vraiment résigné à subir le poids de la souffrance et de l'oppression. Toute sa vie publique durant, il a contesté. Il a remis en question les idées reçues sur la loi, la justice, l'ordre social, le péché. Il s'en est pris particulièrement à l'esprit légaliste qui avait transformé la loi reçue de Moïse en une structure oppressive. On est frappé du nombre de pages que les évangélistes consacrent à décrire les affrontements et les altercations de Jésus avec les pouvoirs établis.

Il faudrait se demander comment il se fait que cet esprit de remise en question et de contestation se soit, à certaines époques, presque entièrement estompé, au point que des politicains, tout agnostiques qu'ils fussent, se réjouissaient de l'emprise qu'exerçait la religion sur le peuple. "La religion, opium du peuple", a écrit Marx. Constatation qui se dégage de l'observation de maintes situations historiques, mais qui ne peut se légitimer à partir de la lecture de l'Évangile. Comment est-on passé du témoignage dynamique de Jésus homme libre au profil du chrétien aux épaules courbées et à l'âme servile? Ce problème, on le sait, préoccupait beaucoup Emmanuel Mounier.¹⁶

4) EN CONFLIT AVEC L'ARGENT

Les mises en garde de Jésus contre l'argent s'inscrivent dans une longue tradition sans cesse maintenue vivante par les prophètes de

¹⁵ *Pacem in terris*, n. 40-42.

¹⁶ Voir l'excellent essai *L'affrontement chrétien*.

l'Ancien Testament.¹⁷ Le Christ prévient ses disciples, des économiquement faibles qui vivent chichement, contre la tentation de la richesse. Mais il dénonce surtout la suffisance et l'instinct d'exploitation dont les riches se rendent coupables. Entre l'argent et le pouvoir, la connexion est intime. Si bien que la contestation exercée par Jésus constitue un geste politique. Cela est vrai aujourd'hui plus que jamais, alors que nous vivons dans la civilisation capitaliste, qui a ennoblé le profit et attribué à la croissance économique la valeur de finalité spécifique de l'activité sociale.

5) LA RÉSURRECTION

Au-delà de la mort, il y a la résurrection. Au delà de l'échec, il y a l'espoir. Les puissances de ce monde n'ont pas le dernier mot. Le mystère de la résurrection nourrit l'espoir que le bien l'emporte sur le mal, que les projets de changements triompheront des forces de résistance, que l'homme peut vaincre les "démons politiques". Il n'est donc pas vrai que l'injustice, l'exploitation et l'oppression auront toujours gain de cause. "... Le règne de Satan, réalisé sous la forme du pouvoir politique, est déjà détruit à la racine, par le triomphe du Christ. Il est donc nécessairement précaire et limité. Il n'appartient pas aux réalités dernières."¹⁸

Méditant sur le mystère de la résurrection de Jésus, le marxiste Garaudy écrit: "Avoir la foi, si je cherche à déchiffrer l'image chrétienne, c'est percevoir dans leur identité la résurrection et la crucifixion. Affirmer le paradoxe de la présence de Dieu dans Jésus crucifié, au fond du malheur et de l'impuissance, abandonné de Dieu, c'est libérer l'homme des illusions du pouvoir et de l'avoir. Dieu n'est plus l'empereur des Romains ni cet homme dans sa beauté et sa force qu'il était pour les Grecs. Ce n'est pas une promesse de puissance. C'est cette certitude qu'il est possible de créer un avenir qualitativement nouveau seulement si l'on s'identifie à ceux qui, dans le monde, sont les plus

¹⁷ Sur l'attitude des prophètes à l'égard de l'argent et de la richesse, voir la présentation schématique qu'en fait Pierre Bigo dans son ouvrage *Doctrine sociale de l'Église*, Paris, PUF, 1965, pp. 7 ss.

¹⁸ François Biot, *Théologie du politique*, p. 157.

dépouillés et les plus écrasés, si on lie son sort au leur jusqu'à ne concevoir d'autre victoire que la leur".¹⁹

L'Évangile n'est pas neutre

Le moins qu'on puisse affirmer, au terme de ce survol de l'itinéraire suivi par Jésus, c'est que l'Évangile contient des indications, des orientations bien précises eu égard aux réalités politiques. Non point de recettes ni de plan pré-fabriqués, il est vrai, comme Bossuet pensait y en repérer, lorsqu'il s'est appliqué à légitimer l'absolutisme royal au nom des Écritures. Mais un esprit, une mentalité, une façon de lire l'événement social et politique. Et, dans ce sens, l'Évangile n'est pas neutre. "Comme l'homme est un être politique, l'Évangile a une efficacité historique et il n'est pas politiquement neutre; au contraire, il comporte des lignes de force absolument claires, indiscutablement révolutionnaires pour quiconque le lit sans être aveuglé par la puissance des idéologies des classes privilégiées".²⁰

II

Herméneutique et histoire

"Chaque époque de la théologie, écrit Albert Schweitzer, trouve ses propres idées en Jésus; elle ne peut pas le faire revivre autrement. Non seulement chaque époque se retrouve en lui, mais chaque individu le crée selon sa propre personnalité. Il n'y a pas d'entreprise historique

¹⁹ Roger Garaudy, *L'alternative*, Montréal, Éditions du Jour, 1972, p. 125-126.

²⁰ Georges Casalis, Intervention à l'Assemblée des prêtres contestataires d'Amsterdam, octobre 1970. Cité par Jacques Duquesne, dans *La gauche du Christ*, p. 206.

plus personnelle que d'écrire une vie de Jésus".¹ Même si le Christ, à cause de sa mission unique et universelle, échappe à une époque particulière, il est normal que chaque génération chrétienne cherche dans les paroles et les gestes de Jésus ce qui peut le mieux la guider et l'inspirer face aux problèmes qui la confrontent. Jésus s'est fait semblable aux hommes en tout sauf le péché (*Phil.*, 2, 7; *Hé.*, 2, 17, etc.); on peut donc présumer que l'humanité incarnée, chez lui, rejoint de quelque façon les hommes de chaque époque, dans la situation historique qui leur est particulière. Vouloir par conséquent tenter une relecture de l'Évangile en fonction de tel moment historique déterminé n'est pas une entreprise incongrue.

Il est vrai qu'une telle opération ne va pas sans risque. "La lecture que nous faisons de la Bible ne peut pas être totalement innocente. Elle ne l'a jamais été... Nous lisons l'Écriture avec nos propres lunettes. Elles ne nous sont pas fournies par les auteurs des livres de la Bible. C'est nous qui les apportons, les ayant éventuellement reçues du milieu culturel dans lequel nous vivons, mais aussi des options philosophiques, voire idéologiques, qui sont les nôtres, consciemment ou non... Le domaine politique est bien celui où l'idéologie prolifère le plus abondamment. Il faudra donc veiller avec particulièrement de soins à ce que notre lecture de l'Écriture ne soit pas déterminée par des options politico-idéologiques préalables, qui resteraient totalement inconscientes".²

Pour qu'une telle opération témoigne d'une certaine qualité, il faudra donc faire preuve d'autocritique à l'égard de ses propres postulats idéologiques (Ce qui vaut non moins pour les esprits conservateurs que pour ceux qu'on appelle les gens de la gauche). D'autre part, l'entreprise se révélera particulièrement éclairante si nous y introduisons des points de repère essentiels: par exemple, la confiance en l'Esprit-Saint qui aide chacun des croyants de bonne volonté à déceler ces données inconnues que le Christ n'a pas jugé bon d'expliquer à ses disciples (*Jean.* 16, 12-13). Il sera indispensable aussi de porter attention aux signes des temps, qui sont des paroles que Dieu adresse à chaque génération chrétienne: enfin, il sera utile de tirer des leçons

¹ Cité par Martin Hengel, dans *Jésus et la violence révolutionnaire*, p. 11.

² François Biot, *Théologie du politique*, pp. 106, 107.

de la praxis sociale des chrétiens engagés. Car "celui qui fait la vérité vient à la lumière" (*Jean*, 3, 21). Il peut arriver en effet que des militants chrétiens décèlent des facettes cachées du message plus vite que des exégètes inattentifs aux signes des temps et qui vivent retirés dans leur cellule de travail.

Des sentiers qui conduisent au politique

L'Évangile proclame des priorités (v.g. sens de Dieu, nécessité de la prière, valeur spécifique du geste religieux, primauté de la foi simple et désintéressée) qui ont une qualité, une consistance propre, au-delà de tout projet politique. Sans ces valeurs, on ne peut promouvoir un humanisme authentique.³ Mais, nous l'avons déjà entrevu, ce même Évangile propose aussi des valeurs qui rejoignent le politique. Or la connexion apparaît plus étroite aujourd'hui qu'elle ne l'était entre le projet chrétien et l'aménagement technique et social (abstraction faite du cadre de chrétienté qui conjugait artificiellement et les valeurs et les structures politiques). On peut promouvoir et vivre certaines valeurs en dehors du politique. Mais en certaines conjonctures données, cela devient impossible.

Le monde contemporain se caractérise par la socialisation, qui est en partie le résultat de l'essor technique et qui tend à multiplier les interrelations entre les individus et les groupes. De plus en plus, l'organisation rationnelle, la prévision et l'aménagement planifié remplacent les initiatives individuelles. Les personnes sont engagées dans des réseaux complexes d'activités et de relations sociales qui constituent le lieu d'exercice de la responsabilité et des vertus.⁴ La monté humaine se réalise de façon collective. La justice (ou l'injustice) s'institutionnalise. Il en est de même pour la charité. La pratique des vertus com-

³ Voir là-dessus le vigoureux plaidoyer de Jean Daniélou, dans *L'oraison, problème politique*, Paris, Fayard, 1965. Là où l'auteur apparaît moins convaincant, c'est quand il semble identifier cet humanisme chrétien avec un type particulier de civilisation, celle qui est familière à la société bourgeoise chrétienne d'Occident. Or rien ne dit qu'on ne puisse incarner cet humanisme dans un aménagement politique de type socialiste.

⁴ Voir là-dessus l'excellente vue de synthèse de *Mater et Magistra*.

porte souvent des résonances politiques. À titre d'exemple, on sait que l'attention envers les personnes âgées peut et doit se manifester par des gestes de présence et d'amitié, par des visites, de la prévenance, de l'aide en cas de maladie, etc. Tout cela est bien. Mais tout aussi insuffisant, si en même temps, on ne peut compter sur une politique efficace d'aide aux vieillards, des allocations décentes, une bonne organisation de soins médicaux à domicile. Or une telle aide suppose des structures, des décisions politiques. "J'ai compris vers la fin de ma vie, disait le Père Lebreton, que la miséricorde passe par les structures"; une façon de dire que la charité, la technique et la politique se complètent mutuellement.

Justice, partage, primauté du bien commun, réduction des inégalités, guerre à la pauvreté: le chrétien fait de ces objectifs la matière de ses options personnelles, mais il ne peut donner à son combat l'efficacité espérée qu'en recourant à des actions collectives, à des choix techniques et donc, à des choix politiques, grâce auxquels il pourra mettre en application les techniques qui s'imposent. Le chrétien viderait l'Évangile d'une partie de son contenu si, tout en reconnaissant la noblesse et la grandeur des impératifs proclamés par Jésus, il en réduisait la portée à la sphère intimiste de la vie (ou à l'au-delà) et refusait de se donner des mains pour les incarner, c'est-à-dire les moyens de leur assurer une insertion dans la vie quotidienne, dans la société dont il fait partie. Car l'annonce du Royaume a d'abord un sens pour cette vie d'ici, en ce monde où Dieu nous appelle au salut.

"Paix, justice, amour, liberté ne sont pas que des réalités intimistes; elles ne sont pas que des attitudes intérieures; ce sont des réalités sociales, porteuses d'une libération historique. Une spiritualisation mal comprise nous a souvent fait oublier la charge d'humanité et le pouvoir de transformation des structures sociales injustes que possèdent les promesses eschatologiques. La suppression de la misère et de l'exploitation est un signe de la venue du Royaume."⁵ Dans un monde technique et socialisé, une telle affirmation engage dans la voie de l'action politique, tout au moins à une prise de conscience des incidences morales et spirituelles des jeux politiques. Elle contredit la thèse de la *neurologie*, la prétention selon laquelle le chrétien serait au-dessus de la politique,

⁵ Gustavo Gutiérrez, *ouvrage cité*, p. 175.

ou encore pourrait s'y comporter en dilettante élaborant des théories ou faisant des options à la manière d'un client blasé circulant dans un supermarché.

Péchés structurels et collectifs

Jésus est venu nous libérer du péché, mais pas seulement du péché personnel. Car il y a aussi une situation de péché dans la vie sociale, dans les institutions, dans les structures. Péchés collectifs dont nous sommes responsables, soit parce que nous donnons notre appui à des situations injustes, soit parce que nous demeurons indifférents eu égard à leur fonctionnement.⁶ Les collectivités peuvent donc vivre en situation de péché, si elles encouragent ou tolèrent des aménagements sociaux qui générèrent l'exploitation, l'injustice, ou la violence. Celui qui se réclame de l'Évangile ne peut, en conséquence, réduire le champ de son examen de conscience aux relations humaines immédiates, les "relations courtes". Il est obligé de se demander comment il se situe en matière de "relations longues", à titre de citoyen, dans l'expression de ses solidarités, au milieu des conflits d'intérêts, face aux luttes de libération, confronté avec des problèmes tels que le racisme, les inégalités sociales, etc.

Il y a situation de péché quand, par exemple, on encourage ou tolère des lois favorisant la discrimination raciale, l'exploitation des économiquement faibles, la domination des privilégiés et des forces économiques oppressives. Symptômes de péchés structurels et collectifs: des Noirs américains, des Porto-ricains ou des Chicanos qu'on oblige à vivre comme des citoyens de deuxième classe; l'inertie des gouvernements face aux chômage et à l'inflation; des lois boîteuses, promulguées par des politiciens imbéciles ou corrompus; le gaspillage d'aliments dans les pays riches, alors que des millions de gens meurent de faim dans le tiers-monde; la famine qu'on a laissée se développer au Sahel alors qu'on aurait pu la prévenir; le commerce d'armes qu'on vend aux pays

⁶ Le Père Lebrét a contribué beaucoup à ouvrir les yeux des chrétiens sur leurs responsabilités concernant un ordre social injuste et des situations inadmissibles qui persistent, par suite de la connivence ou de l'indifférence des "gens de bien". Voir par exemple *Pour rajeunir l'examen de conscience*, coll. Spiritualité, Économie et humanisme, Éditions ouvrières.

pauvres alors qu'ils manquent de pain; des enfants vietnamiens qu'on a brûlés au napalm sous prétexte de défendre la civilisation;⁷ une expérience sociale prometteuse que des fascistes chiliens, sous l'œil indulgent ou approbateur de chrétiens de droite, écrasent dans le sang, la torture, les emprisonnements; des dépenses ostentatoires faramineuses qui siphonnent des budgets qu'on aurait dû consacrer à construire des logements, améliorer le sort de l'enfance défavorisée, développer l'éducation populaire, accroître les services de santé, aider le tiers-monde; un système judiciaire qui favorise ceux qui ont de l'argent et se révèle plus ou moins inapte à rendre justice aux citoyens ordinaires; l'insouciance avec laquelle les "gens de bien" accordent leur appui à des politiciens ineptes; le manque d'espérance qui fait que, face à une innovation sociale devenue impérative, on se retranche derrière un conservatisme obtus; des moyens de communication sociale qu'on utilise pour abrutir les gens au lieu de s'en servir pour les informer et les conscientiser, etc, etc.

Une seule histoire du salut

Sous l'ancienne Alliance, l'histoire religieuse et l'histoire profane sont inséparables. L'histoire est sainte. On retrouve un peu l'équivalent dans la conception sacrale du monde, au temps de la chrétienté médiévale. L'Église, âme dirigeante de cette société, apparaît comme une incarnation du Royaume de Dieu sur la terre.

Le processus de sécularisation met fin à ce rêve de société religieuse et rend au profane son autonomie. Dans la réflexion qui a conduit à légitimer théologiquement ce processus, on a développé l'idée d'un Royaume de Dieu invisible, d'une présence cachée, incognito, du christianisme. On a, semble-t-il, pris trop facilement son parti de l'éclipse des forces religieuses, se fiant à l'Esprit-Saint pour redonner aux valeurs chrétiennes leur place au soleil. Sans trop s'en apercevoir, on neutralisait ainsi en partie l'impact du mystère de l'Incarnation.

⁷ Selon un universitaire américain éminent, il est plus immoral pour un général des USA de se balader dans la rue avec des décorations obtenues au Vietnam que le fait, pour une jolie fille, de s'y promener toute nue. La comparaison étonne un peu, mais elle est loin d'être dépourvue de validité morale.

Mais, à partir d'une vision positive de la sécularisation, il est possible de retrouver une conception de l'histoire où le profane et le religieux ne sont plus séparés et où le profane est considéré, dans sa nature même, comme appelé à porter le divin. Dans cette optique, les valeurs spirituelles et la grâce font leur chemin à l'intérieur même des réalités matérielles et humaines, dans la contexture de l'histoire du monde. Sous cet angle, on ne peut plus parler de monde profane. Tout devient virtuellement religieux.⁸ Ce qui est mal, laid, irrationnel ou injuste dans la création porte atteinte à la présence divine. En revanche, ce qui favorise la montée humaine, la croissance intégrale et solidaire de l'humanité entretient des liens intimes avec la croissance du Royaume de Dieu.

La lecture des documents du magistère, de Léon XIII à Paul VI, en passant par Vatican II (surtout *Gaudium et Spes*), nous fait assister à l'émergence d'une perception nouvelle de l'histoire du salut (nouvelle par rapport à la période antérieure, où domine encore la mentalité de chrétienté). D'un document à l'autre, on parle de foi, d'Église, de valeurs chrétiennes. Mais peu à peu le style, l'approche se modifient. L'Église-institution qui, dans les premiers documents, chez Léon XIII, occupe une place centrale, comme si elle était assise sur un trône, se retire discrètement, en tant que "lieu théologique". Le langage, substantiellement évangélique, revêt des allures profanes. La problématique, les solutions envisagées, deviennent séculières dans leur style, leur formulation. La distinction spirituel-temporel s'estompe. Pourtant, les récents documents, autant que les premiers, veulent proposer une pastorale évangélique en réponse aux problèmes de notre temps. C'est que la conception de l'unité de l'histoire du salut y est apparente, de plus en plus, dans la façon même d'aborder les questions, de proposer des solutions.

Dans cette perspective, il devient incongru de reprocher au magistère de faire de la politique. Dans une histoire unique du salut, la réflexion chrétienne inclut inévitablement l'ensemble de la problématique sociale. Aussi, quand on y parle de libération, de développement, on ne déserte pas le domaine évangélique. On le rejoint par une autre avenue: celle du devenir de l'homme lui-même. Devenir qui suit un

⁸ Voir là-dessus Gustavo Gutiérrez, *ouvrage cité*, pp. 76 ss.

cheminement propre et sert de tracé à l'avancement du Royaume de Dieu.

L'aujourd'hui de l'Évangile

Abordé dans la perspective d'une unique histoire du salut, l'Évangile nous réserve des surprises. La Parole ancienne révèle des facettes inédites, du moins pour ceux qui ne l'abordent habituellement que dans une optique intimiste. Et ces facettes ont souvent une coloration politique.

La *parabole des talents* se situe en contrepartie de la paresse et du sentiment d'impuissance de ceux qui considèrent l'ignorance et la passivité comme des vertus. Elle dénonce l'inefficacité et le sous-développement politiques et, en revanche, encourage ceux qui croient aux énergies, toutes limitées qu'elles soient, des citoyens ordinaires, de ceux qui œuvrent à la base.

Le *vin neuf* qu'il est imprudent de mettre dans de vieilles outres, nous fait penser aux velléités et aux bons sentiments de ceux qui pensent qu'on peut procéder à des réformes sans déranger personne. La parabole suggère l'idée que la vocation politique du chrétien devra, en maintes occasions, dépasser le niveau du rapiéçage et du dépannage, ce que les latino-américains appellent le "desarrolismo". On ne fait pas du neuf avec du vieux. On ne fait pas une société juste avec du libéralisme économique recousu et repassé. Il faut cesser de donner l'impression que la pensée sociale chrétienne ne forme que des timorés et des experts en demi-mesures.

La *vérité libère*: la politique apparaît comme une jungle où tantôt s'affrontent et tantôt se solidarisent les "démons du pouvoir," derrière un écran de mensonge, de manipulation et de propagande. La vérité intervient comme un vent rafraîchissant, comme la lumière du matin qui chasse les ombres de la nuit. Vérité de l'information, de la libre discussion (à ce point de vue, il faut reconnaître la qualité sociale particulière des démocraties libérales), vérité des objectifs et de l'échelle de valeurs qui doivent inspirer les projets de rénovation sociale. Ne serait-ce que sous cet angle, il est bien vrai, pour reprendre une expression de Paul VI, que la politique constitue un lieu privilégié de l'engagement des chrétiens.

La multiplication des pains: un événement évangélique auquel nous devons donner aujourd'hui une dimension cosmique. Les nouvelles techniques de production permettent de renouveler le miracle. À condition de le vouloir; à condition de cesser de faire du malthusianisme agricole et d'accorder plus d'attention au développement de l'agriculture dans le tiers-monde qu'au commerce des armes. À condition de ne plus permettre aux forces de l'impérialisme économique d'entraver les efforts entrepris par certains pays pour se libérer du colonialisme extérieur. Il est dramatique de constater que beaucoup de gouvernements indigènes corrompus qui laissent croupir des populations entières dans la misère ne se maintiennent en selle que grâce à l'appui que leur apportent les pays riches.

La parabole du bon Samaritain magnifie la spontanéité et la générosité de l'aide personnelle, directe, du secours fraternel apporté au prochain dans la détresse. Mais on peut aussi supposer un prolongement. Imaginons que le bon Samaritain ait refait le même parcours la semaine suivante et qu'une fois encore il ait été obligé de secourir une victime des brigands. Et supposons que cela se soit répété à plusieurs reprises. On peut penser qu'à la longue il se sera lassé et aura demandé aux autorités d'assurer un meilleur service de sécurité le long de ce parcours. Autrement dit, une réforme institutionnelle aura été nécessaire pour continuer l'entraide résultant à l'origine d'une initiative personnelle. Dans une société moderne, les choses se passent ainsi. Il faut institutionnaliser, structurer les services d'aide si on veut répondre aux besoins. Il n'est pas sans importance que cette institutionnalisation soit bien faite. Là interviennent des décisions politiques.

La parabole du jugement final, qui conclut le discours eschatologique de Matthieu, semble résumer pour beaucoup l'essentiel du message évangélique".⁹ Le commandement de l'amour de Dieu est présenté dans sa connexion intime avec celui de l'amour du prochain, et, dans la pratique de ce dernier, les œuvres de miséricorde apparaissent comme l'accomplissement de l'ensemble des exigences évangéliques, au point qu'on puisse dire: un chrétien, c'est celui qui fait ces choses, accomplit les gestes décrits: donner à manger à ceux qui ont faim, donner à

⁹ Gustavo Gutiérrez, *ouvrage cité*, p. 197. À noter l'analyse de la parabole, pp. 197-206.

boire à ceux qui ont soif, vêtir ceux qui sont nus, accueillir les étrangers, visiter les malades et les prisonniers.

Chacun peut poser de tels gestes individuellement et dans toute existence surgissent des situations où l'occasion est offerte de mettre en pratique le commandement évangélique. Mais à chacun aussi est donné l'occasion de poser les gestes avec d'autres, au sein de conjonctures sociales et politiques données: dans l'appui apporté à des projets de réformes sociales, dans le partage fiscal, la définition des priorités économiques et sociales, l'organisation de services de santé, la réforme du système pénitentiaire, la revendication en faveur d'un revenu minimum garanti, la coopération au développement du tiers-monde, etc. Peut-être n'est-il pas de document scripturaire qui, mieux que ce texte de saint Matthieu, illustre clairement que l'histoire du salut et celle de la montée intégrale et solidaire de l'humanité suivent un même cheminement, forment une seule trame, inséparablement économique, sociale, politique et spirituelle.

III

Vers une praxis politique

“La politique est une manière exigeante — mais non la seule — de vivre l’engagement chrétien au service des autres.”

PAUL VI, Octogesima adveniens, n. 46.

“Ce qu'on est convenu d'appeler le problème herméneutique fondamental de la théologie n'est pas à vrai dire celui du rapport entre la théologie systématique et la théologie historique, entre le dogme et l'histoire, mais bien celui du rapport entre la théorie et la pratique, entre l'intelligence de la foi et la pratique sociale. Voilà ce qui caracté-

rise, en résumé, la tâche d'une réflexion politique en théologie, telle qu'elle se dégage à partir de la situation actuelle".¹

Une série de faits le démontre: à partir d'une *éthique en situation* inspirée d'une re-lecture de l'Évangile, des chrétiens de plus en plus nombreux s'engagent dans l'action politique. La coloration de cet engagement, nous l'avons souligné, est d'un type particulier. Elle contraste avec les habitudes politiques traditionnelles des milieux chrétiens. On emprunte volontiers des thèmes et des méthodes d'analyse aux idéologies socialistes et on cherche ouvertement à réaliser des transformations en profondeur de l'ordre socio-économique et politique existant.²

Une activité capitale

Cette prise de conscience de l'importance du politique, nonobstant la forme qu'elle prend, renoue avec une authentique tradition chrétienne. Saint Thomas d'Aquin, s'inspirant d'Aristote, reconnaît à l'activité politique une dignité éminente. Si, à son point de vue, la politique est avant tout l'affaire des princes, il demeure que les observations qu'il formule à ce sujet peuvent être éclairantes pour tous ceux qui, de nos jours, veulent s'engager au service de la collectivité. Tout chrétien politisé peut faire son profit des considérations politiques du grand théologien.

Un signe de grande vertu, note saint Thomas, c'est non seulement de savoir se bien conduire soi-même, mais aussi d'aider les autres à progresser dans le bien. À ce point de vue, la politique est le lieu d'une activité vertueuse plus grande. Celui, dit-il, qui fait preuve de prudence gubernative et de haute vertu dans la conduite des affaires de la cité témoigne d'une qualité humaine supérieure. "Le bien commun est plus élevé et plus divin que le bien particulier... Or c'est la tâche du prince d'assurer le bien commun. Y-a-t-il quelque chose de plus louable et qui mérite plus la récompense divine que d'instaurer la paix dans un pays, réprimer la violence, faire respecter le droit et

¹ J.B. Metz, *Les rapports entre l'Église et le monde à la lumière d'une théologie politique*, dans *La théologie du renouveau*, Montréal, Éditions Fides, 1968, t. II, p. 37. Du même auteur, voir *Pour une théologie du monde*, Coll. "Cogitatio fidei", Paris, Éd. du Cerf, 1971.

² Sur l'évaluation de cette tendance, voir *Octogesima adveniens* n. 31-34.

la justice, régler la vie commune par de bonnes lois?". Voilà pourquoi, conclut le Docteur angélique, les princes vertueux sont destinés à une béatitude plus grande. En revanche, ils doivent se prémunir contre la tentation de la tyrannie, car alors le châtement qui les attend sera pire que celui qui est réservé aux individus ordinaires qui ont mal agi.³

Fonction critique

La responsabilité que saint Thomas attribue au prince, elle est aujourd'hui le lot de tous les hommes libres et soucieux du bien commun. L'image qui est donnée du politique, dans ce texte de saint Thomas, tout comme dans les réflexions de Paul VI (*Octogesima adveniens*) ou de Pie XII (*Radio-message de Noël 1944* sur la démocratie) ne réflète pas l'idée pessimiste qui prévaut en certains milieux et que contribuent à confirmer, il faut bien le reconnaître, les tristes performances de politiciens devenus célèbres à coup de scandales et de mauvais leadership. En fait, la politique est une noble chose, mais le pouvoir est une réalité ambiguë: un lieu d'exercice des plus hautes vertus, mais aussi un outil au service des ambitions les moins nobles.

Il faut avoir le respect de l'autorité, mais non le culte. Il faut démystifier le pouvoir. On a utilisé plus souvent mal que bien l'affirmation de saint Paul sur l'origine divine de l'autorité.⁴ Celle-ci, en tant que service et instrument d'aménagement de la cité terrestre, incarne une composante du plan divin. Mais elle n'est pas un absolu. L'idolâtrie du pouvoir est anti-évangélique. Antérieure à l'autorité et plus précieuse qu'elle, il y a la liberté. Jésus est venu non pas pour sauver les pouvoirs ébranlés, mais pour libérer l'homme. Un homme libre, c'est la gloire de Dieu.

³ Voir *De regimine principum*, lib. 1, ch. 9-11, passim.

⁴ Sur cette affirmation de saint Paul, voir François Biot, *ouvrage cité*, p. 163. Selon l'auteur, l'optimisme de Paul peut s'expliquer en partie par son statut privilégié de citoyen romain. "Fier de son appartenance à la catégorie privilégiée des citoyens, il pouvait éprouver le besoin de réagir contre ses frères juifs, même convertis au christianisme, qui avaient quelque peine à accepter l'Empire romain, son autorité et son administration. Dans un tel contexte, les indications de Paul prennent une coloration assez différente de celle que nous leur prêtons dans une situation toute autre. Elles sont prises alors à l'absolu, alors qu'elles étaient évidemment relatives à un ensemble de circonstances historiques déterminées".

Exercer la critique du pouvoir et de l'ordre politique, c'est donc une forme d'action qui convient bien aux chrétiens. Selon J.B. Metz, on peut même considérer cette forme d'intervention comme caractéristique de la spécificité de la théologie politique. "La tâche de l'Église, dit-il, ce n'est pas d'enseigner une doctrine sociale systématique, mais d'exercer une critique sociale."⁵

Démystifier, critiquer, et aussi *exorciser*. Les démons qui rôdent, cherchant qui dévorer (1 *Pierre*, 5. 9) prolifèrent dans le monde politique. C'est le lieu de convergence de l'instinct de domination, de l'argent, de la mégalomanie, de la vanité malade, du mensonge, de la propagande, de l'exploitation, de la violence institutionnalisée. Pour qui aime les combats spirituels, la politique est un terrain privilégié de luttes et d'affrontements.

Préalablement, se convertir

Activité tournée vers l'extérieur, la politique, à cause des dangers qu'elle recèle, oblige à une *conversion* intérieure et personnelle. Car les démons de la politique auront tôt fait d'embrigader ou de neutraliser le néophyte vulnérable, mal cuirassé, qui s'aventure dans cette jungle, et dont les convictions s'enracinent dans un fond sablonneux. L'histoire là-dessus fournit des exemples qui font réfléchir.

Rapatrifier le pouvoir

"Tout ce qu'on gagne à se désintéresser de la politique, dit Platon, c'est d'être gouverné par des gens pires que soi". Rapatrifier le pouvoir, c'est participer soi-même à la chose publique, refuser l'abandon de sa propre responsabilité, combattre l'aliénation politique qui conduit à laisser la conduite des affaires de l'État à des profiteurs, des aventuriers ou des représentants des classes dominantes qui gouvernent à leur avantage. Le rapatriement vise à transformer le pouvoir comme force oppressive en un service ou ministère du commandement, sous la surveillance et le contrôle des citoyens ordinaires. Processus qui peut se réaliser pacifiquement en démocratie libérale, quand les mécanismes

⁵ Voir *Les rapports entre l'Église et le monde à la lumière d'une théologie politique*, dans *Théologie du Renouveau*, t. II, p. 46.

n'en ont pas été faussés. Mais on voit mal qu'on puisse y arriver autrement que par l'action révolutionnaire là où des régimes totalitaires rendent impossible ou vaine toute contestation démocratique du pouvoir.

Diversité des engagements

De tout ce qui précède on ne peut rien déduire quant à la forme d'engagement politique qui convient à telle catégorie de chrétiens, à des évêques, à des prêtres, à des militants qui travaillent en milieu défavorisé. L'essentiel, c'est qu'on ait conscience que, d'une certaine façon, dans le monde actuel, tout a une résonance politique. On peut s'occuper d'éducation, de conscientisation et faire œuvre politique. L'appui aux mouvements réformistes, aux forces revendicatrices, tout comme la critique des pouvoirs en place sont aussi des formes valables d'engagement.

Pour certains, enfin, compte tenu d'aptitudes et de charismes particuliers, l'engagement peut prendre la forme d'une action politique directe. Quant à l'action proprement subversive, avec recours à la violence, elle soulève des interrogations morales graves que théologiens et moralistes essaient actuellement d'approfondir de plus près.⁶

L'inévitable aggiornamento

La critique politique implique inévitablement, selon J.B. Metz, l'exercice d'une critique à l'intérieur de l'Église.⁷ En fait, les événements actuels, et la part qu'y jouent de nombreux chrétiens posent beaucoup de questions à l'institution ecclésiale. Si bien que *l'aggiornamento* qui a débuté avec Vatican II, est en train, par suite de la pression exercée par diverses communautés chrétiennes, surtout en Amérique latine, de franchir une étape nouvelle qui laisse croire que les changements iront beaucoup plus loin qu'un rajeunissement superficiel de l'appareil ecclésiastique.

Il est inévitable, par exemple, que le voisinage, souvent amical, entre l'Institution et les régimes capitalistes, ait développé des soli-

⁶ Voir, plus loin, quelques indications bibliographiques.

⁷ *Ouvrage cité*, p. 44 ss.

darités que beaucoup de chrétiens considèrent maintenant comme inadmissibles, d'autant plus que la critique de l'enseignement social chrétien, à l'égard du capitalisme, toute mitigée qu'elle soit, est d'une grande sévérité. En revanche, les chrétiens traditionnels ont accepté ce voisinage comme allant de soi et sont scandalisés par l'adhésion ouverte de beaucoup de croyants en faveur du socialisme. Essayant de se situer au-dessus de conflit, *Octogesima adveniens* privilégie en pratique l'option socialiste, mais avec assez de réserves pour ne pas trop heurter l'autre camp. Des situations conflictuelles de ce genre vont sans doute se multiplier à l'avenir, surtout si grandit le nombre de ceux qui affirment s'engager dans une politique de gauche au nom même de leur adhésion à l'Évangile.

Ce processus ne peut que déboucher sur un aggiornamento social devenu inéluctable. Mais en attendant il y a état de crise. Lequel explique la situation difficile de Paul VI, qui vit dans sa personne les contradictions qui secouent l'Église. Il est lui-même tiraillé entre l'audace dont il est capable de faire preuve en matière sociale et le conservatisme ecclésiastique dont il ne peut se défaire. Inquiet devant les conclusions que certains affirment tirer de son enseignement, il tente, comme il l'a fait à Medellin, des opérations-freinage qui ne compromettent pas le progrès qu'a connu, grâce à lui, l'enseignement social officiel. Il est obligé d'autre part de tenir compte du poids exercé par les chrétiens traditionnels qui suivent difficilement la marche et s'inquiètent du tournant que semble devoir prendre bientôt l'Institution dans ses prises de position officielles. Car ce que dit aujourd'hui un Dom Helder Camara ou un Dom Fragoso, c'est sans doute ce que nous enseignera demain une nouvelle encyclique. Voilà une perspective qui n'a rien de réjouissant pour ceux qui préfèrent l'image d'une Église aux allures bourgeoises et à la prudence calculée et vivant en bons rapports avec les pouvoirs politiques conservateurs.

Cette ère de fausse sérénité est révolue. Des chrétiens, de plus en plus nombreux, découvrent que l'Évangile est subversif et que le dynamisme révolutionnaire qu'il véhicule a des implications politiques. Cette découverte n'est pas faite pour rassurer ceux qui pensaient qu'on avait classé une fois pour toutes le vieux problème des rapports entre le spirituel et le temporel.

Quelques indications bibliographiques

Documents de pastorale sociale

L'attention que l'Église porte aux questions socio-économiques et socio-politiques se manifeste de façon ininterrompue de Léon XIII à Paul VI. À noter particulièrement: Pie XII, Radio-message de Noël 1944, sur la démocratie; Jean XXIII, *Mater et magistra et Pacem in terris*; Constitution pastorale *Gaudium et Spes* (Vatican II); Paul VI, *Populorum progressio* et *Octogesima adveniens*; Lettre du cardinal Maurice Roy à l'occasion du X^{ème} anniversaire de *Pacem in terris*. Certaines déclarations d'épiscopats locaux méritent aussi de retenir l'attention, par exemple celle des évêques canadiens sur la libération (septembre 1970), et la déclaration de Lourdes des évêques français (1973) sur *La libération des hommes et le salut en Jésus-Christ*.

BIGO, Pierre, *L'Église et la révolution du tiers-monde*, Paris PUF, 1974.

Jésus face au domaine du politique, les grandes contestations bibliques, le concept de libération, l'Église et l'engagement politique (pp. 65-134). L'auteur ne craint pas d'aborder des thèmes brûlants, mais se limite en les abordant, à des considérations assez générales. On a l'impression que chez lui le souci de l'orthodoxie l'emporte sur celui de la découverte de nouvelles pistes.

BIOT, François, *Théologie du politique*, Paris, Éditions universitaires 1972.

L'évocation historique du rôle de la politique dans la vie de l'Église (pp. 25 ss.) montre clairement que l'apolitisme ecclésiastique est un mythe. Thèmes à noter: conceptions politiques de la Bible (pp. 97 ss.); éléments pour une théologie du politique (pp. 171 ss.); les chrétiens face au socialisme et à la lutte des classes (pp. 197 ss.).

CAMARA, Dom Helder, *Le tiers-monde trahi*, Paris, Desclée, 1968. Considérations morales, lourdes d'implications politiques, sur le phénomène du sous-développement. À noter les réflexions sur la non-violence et sur les rapports entre christianisme et socialisme. "Je ne me cache pas, dit l'auteur, de tirer du marxisme les valeurs positives qu'il contient".

Du même auteur, *Spirale de violence*, Paris, Desclée, 1970. Pour Dom Camara, l'inefficacité de la violence vient de ce qu'elle engendre à son tour de nouveaux cycles de violence. Au lieu de la violence, il propose l'action morale libératrice. (ACTION-JUSTICE-PAIX).

COMBLIN, Joseph, *Théologie de la révolution*, Paris, Éditions universitaires, 1970. À noter l'importante distinction, formulée par l'auteur, au début de son analyse, entre le concept de violence et celui de révolution. L'auteur rattache à des racines évangéliques et chrétiennes le concept de révolution. À noter: les thèmes révolutionnaires et politiques de la vie de Jésus (pp. 234 ss.).

- CORDAT, Jean, Révolution des pauvres et Évangiles**, Paris, Éditions ouvrières, 1970. La pauvreté dans le monde revêt des dimensions politiques. Il existe des mécanismes générateurs de sous-développement et de pauvreté (pp. 136 ss.). Nécessité d'un combat collectif contre la pauvreté (pp. 217 ss.). "L'impérialisme néo-colonialiste, dit l'auteur, ... est le péché collectif de tout un système perpétué par le biais de mécanismes compliqués et appuyé sur des appareils publics ou camouflés dont nous avons déjà entrevu les méfaits" (pp. 224-225).
- COSTE, René, Évangile et politique**, Paris Aubier, 1966. Vue synthétique du problème. À noter les observations sur l'apolitisme de Jésus et le comportement politique de l'Église apostolique (pp. 23 ss.; 231 ss.). Dans l'ensemble, l'auteur s'en tient à des considérations générales qui ne sortent pas des sentiers battus.
- DUQUESNE, Jacques, La gauche du Christ**, Paris, Grasset, 1972. Réflexions sur les comportements politiques des catholiques. L'auteur montre pourquoi un nombre croissant de ceux-ci virent à gauche. Répercussions de ce choix sur l'évolution de l'Institution ecclésiale.
- ELLUL, Jacques, Contre les violents**, Paris, éd. Le Centurion, 1972. Critique théologique de l'extrémisme politique à la mode chez beaucoup de chrétiens. L'auteur met en garde contre la prétention de vouloir légitimer la violence en faisant appel à l'Évangile.
- GARAUDY, Roger, L'alternative**, Montréal, Éditions du Jour, 1972. Dans la détermination des finalités de l'activité économique et politique, les perspectives de l'auteur rejoignent, dans plusieurs de leurs éléments, l'approche humaniste chrétienne.
- GHEERBRANT, Alain, L'Église rebelle d'Amérique latine**, Paris, Éditions du Seuil, 1969. C'est en Amérique latine que se manifestent avec le plus d'ampleur et de vigueur les nouveaux courants qui préconisent un engagement politique intégral des chrétiens, incluant, en certains cas, l'action révolutionnaire et violente. Tout cela ne va pas sans créer des remous. L'auteur accorde une attention particulière au voyage de Paul VI à Bogota et aux mises en garde formulées à cette occasion contre le recours à la violence. Il fournit aussi beaucoup de détails historiques d'un grand intérêt concernant la conférence de Medellin. À noter aussi de brèves données sur les mouvements révolutionnaires chrétiens au Guatemala, à Panama, en Uruguay, en Argentine, en Colombie et au Mexique.
- GUTIERREZ, Gustavo, Théologie de la libération**, Bruxelles, Éd. Lumen vitæ, 1974. Parmi les auteurs qui cherchent à fournir un éclairage théologique sur les tendances politiques révolutionnaires qui se manifestent chez les chrétiens, Gutiérrez occupe une place spéciale. À noter les principaux thèmes de l'ouvrage: la théologie en tant que réflexion critique sur la praxis, insuffisance des anciennes théories sur les rapports entre la foi et le monde, l'Église dans le processus de libération, aspects poli-

tiques de la vie de Jésus, le Christ et la libération plénière de l'homme, etc.

HENGEL, Martin, **Jésus et la violence révolutionnaire**, Paris, Éd. du Cerf, 1973. Un ouvrage intéressant qui regroupe deux études: l'une sur l'entourage politique immédiat de Jésus (le cas des zélotes), l'autre sur le problème général de la violence et de la non-violence dans le Nouveau Testament. "L'injustice et la souffrance qui régnaient en Palestine, il y a 2000 ans, n'étaient certainement pas moindres que celles que connaît notre époque. Les procédés qu'emploient les révolutionnaires d'aujourd'hui pour en venir à bout diffèrent peu de ceux d'autrefois. L'idée que la situation présente était devenue intolérable et que par suite la violence révolutionnaire était justifiée, bien plus, nécessaire, était largement répandue alors comme aujourd'hui et ce n'était pas les plus mauvais qui tenaient cette opinion" (p. 110).

"Jésus a appris à sa communauté — qui se trouvait dans une situation désespérée — à rompre ce cercle infernal et l'Église primitive, jusqu'au temps de Constantin, a évité soigneusement tout usage de la violence. Il appartient à la force critique de l'Évangile que cet appel à la liberté — j'entends même la liberté de ne pas être prisonnier du concept de la légitimité de la violence — ne se soit jamais tu, voire qu'il soit aujourd'hui plus clairement perçu" (p. 111).

LAURENTIN, René, **Développement et salut**, Paris, Éd. du Seuil, 1969. Les problèmes actuels de développement concernent de près l'Église et rejoignent la notion de salut véhiculée par le christianisme. Ils ont d'autre part des implications politiques évidentes.

PAUPERT, Jean-Marie, **Pour une politique évangélique**, Toulouse, Éd. Privat, 1965. L'auteur met en lumière les aspects politiques les plus manifestes de la vie de Jésus, pour ensuite tracer un bref résumé historique des avatars de la politique évangélique. La troisième partie de l'ouvrage contient des observations sur la monocratie et la démocratie, la droite et la gauche, le choix entre capitalisme et socialisme.

POULAIN, Claude et WAGNON, Claude, **L'Église, essai de critique radicale**, Paris, Éditions de l'Épi, 1969. Mise en question de l'enseignement social chrétien et des choix politiques de l'appareil ecclésiastique. Des réflexions percutantes. On est cependant en droit de se demander, au terme de cette lecture, si les auteurs expriment un point de vue qu'on puisse valablement relier à l'Évangile. Se réfèrent-ils à leur foi comme à un présent ou à un passé?

TORRES, Camilo, **Écrits et paroles**, Paris, Éditions du Seuil, 1968. Ensemble de textes publiés à différentes étapes de la vie de l'auteur et qui aident à comprendre l'itinéraire insolite de ce prêtre, professeur et aumônier d'université, qui opta pour une action politique de type révolutionnaire et mourut dans le maquis.

En collaboration, **Évangile, révolution, violence**, Documents IDOC, Gembloux, 1969. Étude sur le concept de révolution et ses racines évangéliques.

L'Église et les conflits ouvriers

Une table ronde de 5 D

FABIEN LEBOEUF
*Comité de synthèse
des travaux de Cap-Rouge*

Dans son numéro de janvier, Dossiers "Vie Ouvrière" publiait les principaux documents relatifs à la rencontre qui a réuni, à Cap-Rouge, les 22-24 novembre 1974, quelques centaines de militants chrétiens en monde ouvrier. On se souviendra que ce colloque se proposait d'aider les militants chrétiens en monde ouvrier à faire le point sur leur action et leur pensée, et à dégager quelques perspectives d'avenir.

Aujourd'hui, nous versons une pièce additionnelle à ce dossier "Cap-Rouge". Il s'agit d'un résumé de la table-ronde que l'équipe de 5D, de Radio-Canada, a organisée à l'occasion de "Cap-Rouge" et qu'elle a télédiffusée dimanche le 8 décembre 1974.

Cette table-ronde portait sur le rôle de l'Église dans les conflits ouvriers. Elle a réuni quatre ou cinq participants. Elle s'est déroulée en présence d'un auditoire assez nombreux que l'animateur a invité à participer à la discussion après un certain temps et qui est effectivement intervenu à quelques reprises.

Voici comment l'animateur a formulé le sujet de discussion: "Depuis quelque temps au Québec, il y a des conflits ouvriers qui se multiplient à un rythme effarant. Et il y a aussi récemment des prises de

position de la part de la hiérarchie catholique dans certains conflits. Nous vous avons réunis pour que vous parliez du rôle de l'Église dans les conflits ouvriers. Vous êtes des syndicalistes, vous êtes des travailleurs et des travailleuses engagés dans le milieu ouvrier. Qu'avez-vous à dire sur le rôle de l'Église dans un conflit ouvrier?"

À proprement parler, ce document n'appartient pas à "Cap-Rouge". La table-ronde n'était pas prévue dans la démarche définie par le groupe organisateur. Son type de questionnement est d'ailleurs fort éloigné des interrogations proposées par les organisateurs aux participants des rencontres régionales et du colloque provincial. Néanmoins, comme cette table-ronde confirme ce qui s'est dégagé du colloque, et puisque sa diffusion a créé chez beaucoup quelque émoi, il a paru intéressant d'en publier ici une brève synthèse.

Quelques précisions nécessaires

La table-ronde portait sur "le rôle de l'Église dans les conflits ouvriers". Mais qu'est-ce que les participants entendaient au juste par "Église" et par "conflits ouvriers"?

1 — L'Église:

L'Église, il fallait s'y attendre, c'est essentiellement l'institution et les curés. Les expressions qui reviennent le plus souvent sont les suivantes: l'institution, la structure, l'autorité, la hiérarchie, l'épiscopat, les évêques, les prêtres, les curés, le clergé. À côté de cette Église, et même en opposition à cette Église, il y a les chrétiens, le peuple, les travailleurs. Pour certains même, la réalité Église se concentre tellement chez les évêques, qu'il distinguent Église et prêtres. L'animateur de la table-ronde est intervenu à au moins six reprises pour suggérer aux participants que "L'Église, c'est aussi les laïcs". Peine perdue. Pour les participants, l'Église c'est l'institution et les curés.

Les chrétiens sont donc demeurés imperméables à l'ecclésiologie de Vatican II. Pour eux, ils ne sont pas l'Église. Ils continuent à se sentir "étrangers" par rapport à l'Église. L'Église n'est pas à eux. Elle est une caste au-dessus d'eux. Est-ce parce qu'ils sont dans l'Église de simples consommateurs, sans participer réellement à son

savoir et à son pouvoir? Même des chrétiens regroupés en association officiellement chrétienne (ex.: Mouvement de Travailleurs chrétiens) ne se sentent pas pleinement d'Église. Ils se sentent plutôt coincés entre l'Église et le monde des travailleurs, et essaient tant bien que mal de vivre leur action ouvrière de façon chrétienne.

Il est également fort surprenant de constater qu'au cours de cette table-ronde, qui a pourtant duré une heure, on n'a pas mentionné les communautés religieuses d'hommes et de femmes. Elles constituent pourtant une réalité fort importante dans l'Église et dans la société du Québec, non seulement par leur nombre, leur rôle et leurs possessions, mais aussi par la place que ces communautés tiennent précisément dans les conflits ouvriers. Elles sont au cœur des conflits ouvriers qui éclatent dans l'Église. Comment expliquer ce silence?

De même, on n'a pas parlé des regroupements de chrétiens à l'intérieur de l'Église, dont les attitudes à l'égard du monde ouvrier divergent beaucoup, allant de l'opposition déclarée à la solidarité vécue. On a aussi ignoré le fait que les diverses organisations ou institutions du monde du travail (syndicats, organisations patronales, institutions d'État, corps intermédiaires, etc.) étaient encore composées majoritairement de chrétiens. Ce sont pourtant là des faits qui révèlent la grande complexité et du monde du travail et de l'Église elle-même. L'analyse, qui n'en tient pas compte est-elle réaliste et pleinement fondée?

Une seule fois un participant a mentionné le fait que l'Église n'est pas un bloc monolithique mais qu'elle est composée de groupes différents, possédant parfois des intérêts divergents et entretenant entre eux des rapports de force. Partout ailleurs, l'Église apparaît comme "une tunique sans couture". Elle tiendrait une position unique, hostile aux travailleurs, à laquelle tous ses membres se rallieraient sans exceptions significatives. Est-ce une vision réaliste des choses?

2 — Les conflits ouvriers:

À quelques exceptions près, les conflits mentionnés au cours de la table-ronde sont des grèves. À deux reprises seulement des participants ont essayé de faire éclater la notion de conflit ouvrier: on a parlé une fois "des petits groupes socialistes" qui fondaient des coopératives, comme d'une faible tentative de travailleurs pour lutter contre le système capitaliste; une autre fois, on a parlé de la nécessité de

changer les lois comme d'une lutte ouvrière extra-syndicale. Mais de façon quasi exclusive, pour les participants, un conflit ouvrier c'est une grève.

De même, une seule fois a-t-on fait allusion à l'action politique. Et on n'a pas parlé de la propagande quotidienne que subissent les travailleurs: publicité, presse, école..., et contre laquelle certains groupes populaires essaient de réagir. On a également passé sous silence la vie quotidienne à l'usine.

On a aussi très peu parlé de conflits ouvriers dans lesquels des institutions d'Église étaient directement impliquées. Pourtant s'il est des conflits qui permettent d'analyser le rôle réel de l'Église dans les conflits ouvriers, ce sont bien ceux-là. On a fait allusion au Pavillon St-Dominique. On a mentionné aussi une tentative de syndicalisation des employés d'un collège ou d'un séminaire de Chicoutimi. C'est tout. En général, les participants ont cité des conflits (des grèves) qui n'impliquaient pas des institutions d'Église, et dans lesquels l'Église n'est pas intervenue.

L'idéal: une Église solidaire des travailleurs

L'un ou l'autre participant a déclaré que l'Église *ne doit pas intervenir* dans les conflits ouvriers, parce qu'elle n'est pas solidaire des travailleurs et n'interviendrait donc pas de leur côté. Mieux vaut son silence qu'une intervention en faveur des patrons!

Ces participants référaient alors à une situation de fait, du moins telle qu'ils la perçoivent: étant donné les faits (l'Église est du côté des patrons), on préfère qu'elle ne se mêle pas des conflits ouvriers. Sur cette situation de fait, nous reviendrons au chapitre suivant. Pour l'instant, nous voudrions présenter la conception que les participants se font du rôle que l'Église devrait jouer idéalement dans les conflits ouvriers. *À leur avis, où l'Église devrait-elle se situer dans les conflits ouvriers?*

1 — L'Église doit-elle intervenir?

Elle n'a pas le choix. La neutralité est impossible. "La neutralité va toujours dans le sens de celui qui est le plus fort. Même si ça se

fait de façon non intentionnelle, le résultat est là". Qu'on le veuille ou non, on est tous embarqués dans les conflits ouvriers.

Le problème est de savoir qui on est. "Est-ce que le clergé québécois va être vraiment l'instrument de libération de la population québécoise? ou bien s'il va être un instrument pour maintenir en place un patronat rétrograde, des compagnies multinationales qui viennent exploiter une population dont eux-mêmes se disent les gardiens"?

Évidemment, tous les participants souhaitent que l'Église se range du côté des ouvriers, de façon inconditionnelle. L'Église, a-t-on dit, n'est pas un but en elle-même; c'est un instrument au service des hommes. Elle doit se mettre au service de la libération des travailleurs.

2 — Pourquoi l'Église doit-elle intervenir?

Au cours de la table-ronde, trois séries de raisons ont été invoquées pour soutenir l'intervention de l'Église dans les conflits ouvriers.

- a) L'Église possède encore une influence importante au Québec, et son action ou inaction peut influencer sur le déroulement d'un conflit et sur son issue.
- b) Par fidélité à son propre enseignement, l'Église doit prendre position en faveur des travailleurs. Elle enseigne l'amour du pauvre et du petit. Elle dénonce l'exploitation de l'homme par l'homme. Et elle affirme qu'il ne suffit pas de parler mais qu'il faut accomplir la volonté de Dieu. Elle-même doit commencer par vivre cet enseignement avant de le prêcher aux autres. Qu'elle pratique sa propre doctrine sociale.
- c) L'Église est une institution qui dispose de nombreuses ressources humaines et matérielles. "L'Église ne fait pas son devoir si elle se sert du nom de la pauvreté pour vivre dans l'abondance sans se préoccuper du sort des ouvriers". L'Église se fermera-t-elle sur sa grande richesse? ou la mettra-t-elle au service de ceux qui en ont besoin?

3 — Comment l'Église doit-elle intervenir?

- a) Les participants souhaitent en général que l'Église intervienne dès le début d'un conflit. Qu'elle n'étudie pas trop longtemps la situation, et se décide à passer à l'action tandis qu'il est temps.

- b) Que l'Église n'intervienne pas en parole seulement, par de "belles grandes déclarations". Elle doit se mouiller. Elle doit se mêler à l'action réelle. Pour certains, elle doit même participer aux manifestations et aux piquets de grève.

D'autres participants n'étaient pas d'accord avec cette façon de voir. Pour eux, l'Église n'a pas à intervenir directement dans un conflit. Son rôle consiste plutôt à former les gens à la justice sociale, à inciter les chrétiens à intervenir lorsqu'il y a injustice. Son action ne doit pas se situer au niveau des structures, mais bien au niveau des personnes qui, elles, sont responsables de créer des structures justes. Sa mission est une mission de formation. Les évêques n'ont pas à descendre dans la rue pour se substituer aux syndicalistes.

La majorité des participants a semblé se rallier plutôt à la première position.

Une troisième conception du rôle de l'Église a été brièvement formulée, pour être aussitôt repoussée. Quelqu'un a dit que l'Église était un corps intermédiaire et qu'elle devait se situer entre les travailleurs et les patrons comme une sorte d'arbitre. On a aussitôt répliqué que cette fonction revenait éventuellement à l'État et au Ministre du Travail, et que l'Église n'avait pas à se substituer à ces instances.

- c) On a beaucoup souligné, au cours de la table-ronde, le fait que les travailleurs sont les premiers responsables de leur libération. L'Église n'a pas à assumer le leadership d'un conflit ou de l'action ouvrière en général. Ce serait du néo-cléricalisme. De leur côté, les travailleurs ne doivent pas attendre après l'Église pour prendre toutes les initiatives qui s'imposent dans l'organisation de la lutte ouvrière. Il leur revient à eux d'analyser leur situation, de développer les stratégies, d'organiser l'action, etc. Quant à l'Église, elle doit situer son intervention à l'intérieur de celle des ouvriers. Comme l'Église ne doit pas se substituer à l'État, de même elle ne doit pas se substituer aux syndicats.

Ainsi l'Église ne doit pas agir au nom des travailleurs ni intervenir pour eux. Elle doit, selon les participants, lutter avec eux.

- d) L'Église peut, par son influence et sa parole, rallier d'autres secteurs de la population à la cause des travailleurs. Ces appuis sont essentiels.

- e) Les syndicats ne représentent qu'à peine 35% des travailleurs. Au-delà de 60% de ceux-ci ne sont pas syndiqués. Des participants ont rappelé ce fait et affirmé que l'Église ne doit pas restreindre son champ d'intervention au domaine des luttes syndicales. Elle doit être présente et active dans cette immense portion du monde du travail qui demeure encore à organiser et qui est dépourvue de toutes ressources. N'y a-t-il pas là un champ privilégié pour l'action de l'Église?
- f) Un participant a rappelé que "tout le problème est politique" et que précisément l'Église doit s'engager résolument dans l'action politique. On est pris dans un système d'achetage et de chantage. Comment voulez-vous que les petits travailleurs puissent s'en sortir? Il faut essayer de politiser les gens.
- g) Finalement, quelques participants ont déclaré "qu'avant même que l'Église ait le droit de parler dans les conflits ouvriers, il faudrait qu'elle fasse le ménage dans ses propres institutions". On ne faisait pas référence uniquement au désormais fameux Pavillon St-Dominique. On a parlé des hôpitaux, des collèges privés et de toutes ces institutions d'Église dans lesquelles les conditions de travail sont souvent loin d'être bonnes. L'Église doit d'abord régler convenablement les conflits de travail dans lesquels elle est elle-même partie prenante.

4 — Des objections

L'animateur de la table-ronde a posé la question suivante: si la hiérarchie intervient dans un conflit en faveur des travailleurs, ne risque-t-elle pas de diviser la communauté chrétienne? et même ne serait-elle pas "un catalyseur de violence et de contradictions, au lieu d'être un signe de l'unité de la communauté"?

Cette question a peu retenu l'attention des participants. On a remarqué que la communauté chrétienne était déjà divisée en groupes d'intérêts divergents entretenant entre eux des rapports de force. Ce qui divise fondamentalement l'Église, ce n'est pas en premier lieu des interventions en faveur des ouvriers, ce sont des réalités ("intérêts divergents") antérieurs à cela et qui se trouvent à la source même des conflits.

Devant ces conflits de fait, l'Église ne peut rester neutre. Tous les intérêts ne sont pas conciliables. Elle est acculée à un choix.

LES FAITS: une Église partagée, qui n'intervient pas majoritairement en faveur des travailleurs

Pour un grand nombre de participants, tout ce que nous venons de résumer du rôle de l'Église dans les conflits ouvriers, c'est "des vœux pieux". C'est "rêver en couleurs" de penser que l'Église puisse s'engager dans la lutte de libération du monde ouvrier. Pourquoi? "... parce que justement ils servent d'autres intérêts que ceux des travailleurs".

Tous ne partagent pas ce jugement global. Certains le refusent dans sa globalité même. D'autres l'acceptent mais disent que des nuances importantes doivent y être apportées. On mentionne des faits et des événements précis qui montrent une Église intervenant en faveur des travailleurs: la déclaration des évêques de la région de Montréal sur les grands conflits ouvriers de cette région; l'action du diocèse de St-Jean dans la grève de la United Aircraft, et celle du diocèse de St-Jérôme dans le conflit de la Regent Knitting; les quêtes qui se sont faites dans les diocèses de Sherbrooke et de Rimouski pour venir en aide à certains groupes de grévistes; et surtout la présence et l'action de ces prêtres engagés en monde ouvrier ou en quartiers populaires et qui ont parfois été à l'origine d'événements importants pour les travailleurs. Il y a là une Église proche des ouvriers, et solidaire des travailleurs. On souligne également l'évolution qu'a connue l'enseignement social de l'Église: on a fait un bon bout de chemin depuis l'époque où elle prêchait la soumission aux patrons et le respect intégral des institutions capitalistes.

Par contre, dit-on cette Église-là est minoritaire. Et les faits qu'on vient d'énumérer sont peu nombreux en regard d'autres événements qui montrent une Église "solidaire des bourgeois et des capitalistes". On parle ici du conflit du Pavillon St-Dominique, de l'affaire Fortin à Rimouski, de l'histoire de la syndicalisation des employés du séminaire de Chicoutimi, du cas des Fils de la Charité à Montréal et de celui de "jeunes prêtres ouvriers" à Drummondville.

À côté de ces faits et de ces événements qu'on invoque pour dénoncer le rôle réel que joue l'Église dans les conflits ouvriers, les participants à la table-ronde de 5D ont voulu identifier des attitudes générales, des situations collectives, ou des institutions qui confirmeraient leur jugement négatif. On peut les classer ainsi:

- 1 — "Il est illusoire de penser que l'Église peut se ranger du côté des travailleurs à cause de sa position matérielle". L'Église est riche, "elle fait partie des privilégiés, elle profite de la situation actuelle". Ainsi ses besoins et ses intérêts ne sont pas ceux des travailleurs. Ce sont ceux d'une élite qui a partie liée avec le système actuel, et qui a intérêt à le maintenir en place. Elle n'a pas, contrairement aux travailleurs, à lutter pour ses droits. Au contraire, elle fait l'objet de faveurs spéciales dans l'organisation actuelle de la société. Comment dans ces conditions pourrait-elle partager la lutte d'ouvriers dont elle est loin sous tous les rapports?
- 2 — Par sa constitution même et ses structures, l'Église s'identifie aux institutions capitalistes. "L'Église est elle-même, une compagnie multi-nationale qui reproduit à tous les échelons la mentalité, les comportements et les attitudes des compagnies multi-nationales. Elle ne peut pas dénoncer ces compagnies". — "L'Église est une constitution monarchique. Elle ne peut pas descendre dans la rue".
- 3 — "J'ai travaillé dans un séminaire où on a essayé de fonder un syndicat, puis on a été mis dehors. On a eu toutes les misères du monde. On est allé voir l'évêque, mais il n'y avait rien à faire: on était des gars qui avaient un mauvais esprit manifeste, puis les patrons c'était des prêtres, donc du bon monde. Imaginez-vous pas que les prêtres qui sortaient de ce séminaire-là, qui recevaient là leur formation, étaient des prêtres ouvriers qui pouvaient s'en aller travailler avec les ouvriers". — "Leur défaut c'est de ne pas avoir été en action. C'est d'avoir toujours été privilégiés dans un beau petit cadre qui s'appelle séminaire et qui n'a pas de problème. C'est une élite qui ne vit pas avec le monde".

Ici, on met en cause la formation même des prêtres et leur cadre de vie.

- 4 — L'Église n'a pas une analyse qui lui permet de comprendre en profondeur les problèmes ouvriers.

On met en cause ici la pensée sociale et politique de l'Église, l'outillage conceptuel avec lequel elle perçoit et juge la réalité. Incapable de percevoir la situation réelle des travailleurs, comment en défendrait-elle les intérêts?

Finalement l'un ou l'autre participant fait remarquer que ce n'est pas une question de personnes ni de mauvaise volonté de leur part. Les curés ne sont pas des exploiters ni du méchant monde. Et l'Église n'a pas un parti-pris conscient contre les travailleurs. C'est plutôt une question de fonctionnement objectif des institutions et des structures de l'Église dans la mécanique sociale et politique de notre société.

Et les chrétiens?

Selon les participants, il reste donc aux chrétiens qui vivent en monde ouvrier et qui vivent les conflits ouvriers à se regrouper, à s'organiser et à s'interroger sur le rôle des chrétiens dans les conflits ouvriers.

L'animateur de la table-ronde a carrément posé la question: quel est donc le rôle propre ou spécifique des chrétiens dans un conflit ouvrier? Cette question était accompagnée d'autres questions qui ont polarisé l'attention des participants et les ont empêchés de répondre directement à la première. En substance, ces sous-questions se ramenaient à celle-ci: le rôle des chrétiens consiste-t-il à dénoncer les gestes des syndicats qui ne sont pas conformes aux réalités évangéliques, telle que la violence par exemple?

Essayons de classer les éléments de réponse qui furent apportés.

1 - LA VIOLENCE

- a) Pourquoi la question de la violence est-elle toujours adressée aux ouvriers et aux syndicats comme une objection? Pourquoi ne l'adresse-t-on jamais aux patrons qui ont érigé la violence en un système d'exploitation des travailleurs?
- b) La violence a une place dans l'Évangile.
- c) La question de la violence est en général une question de salon, posée par des personnes qui vivent dans des salons. On cherche

à démobiliser les gens. La question a un sens très différent quand "tu es dans la lutte et que ton sort en dépend".

On n'a pas le droit de poser les questions avant la lutte ni en dehors de la lutte. Il faut les poser dans la lutte. On doit d'abord s'engager dans l'action ouvrière. Les questions vont peut-être être différentes alors.

2 - LE RÔLE DU CHRÉTIEN

- a) Les chrétiens ne doivent pas mettre en place des organisations et des actions parallèles à celles des travailleurs. Ils doivent s'engager dans les luttes que mènent les travailleurs. C'est aux travailleurs eux-mêmes à s'organiser, à analyser la réalité, à décider quelles actions ils vont entreprendre et comment ils vont les mener.
- b) La lutte ouvrière est déjà chrétienne en elle-même. Un chrétien ne doit pas d'abord chercher "quelque chose de plus", de "proprement chrétien", mais s'embarquer dans l'action ouvrière.
- c) Comme travailleur et comme chrétien, le chrétien doit poser des questions sur le type de lutte qui est menée. Il doit aider à clarifier les actions, les objectifs, les stratégies. Il doit aider à identifier les enjeux humains profonds dans les conflits ouvriers.
- d) Il doit confronter l'analyse et l'action avec sa foi et l'Évangile.
- e) Le chrétien doit faire attention pour ne pas démobiliser, désengager les gens par des questions fausses ou mal posées. Pour cela, il doit être engagé dans la lutte et partager les intérêts des travailleurs.
- f) Le chrétien engagé dans les conflits ouvriers a un rôle important à jouer dans l'Église: il doit interpréter le message évangélique à travers les luttes ouvrières, il doit aider à faire comprendre le sens de la foi. Il doit aussi faire évoluer les institutions de l'Église. Ici il faut renverser la question. Il ne faut pas demander quel est le rôle de l'Église dans les conflits ouvriers, mais quel est le rôle des conflits ouvriers dans l'Église?
- g) Le chrétien doit aider les ouvriers à se débarrasser de l'ancienne formation religieuse qui les a plutôt déformés et les empêche d'agir comme travailleurs en créant en eux toutes sortes de contradictions.

Ils doivent libérer les travailleurs au plan religieux et leur ouvrir le chemin vers la lutte pour la justice. Il s'agit d'un rôle de critique constructive de la religion.

*
* *
*

Nous n'avons pas à dégager de conclusions de cette synthèse. Elle représente la pensée des personnes qui ont participé à la table-ronde organisée par 5D. À prime abord, elle confirme les quelques intuitions que le Comité de rédaction de *Dossiers "Vie Ouvrière"* formulait en conclusion du dossier "Cap-Rouge" que la revue a publié dans son numéro de janvier.¹ Pour sa part, le Comité d'organisation de la rencontre de Cap-Rouge fera connaître plus tard sa propre évaluation de cet événement important dans l'Église et la société du Québec.

¹ *Les chrétiens et le monde ouvrier*, Dossiers "Vie ouvrière", n° 91, janvier 1975.

F.-X. DROLET INC.

Atelier de mécanique et fonderie

QUÉBEC, 245, rue Du Pont Spécialité: ascenseurs
MONTRÉAL, 2111, boul. Henri-Bourassa est

Tél.: 522-5262
Tél.: 389-2258

La lutte des opprimés: médiation de la justice de Dieu

M^{sr} FRAGOSO¹

Il y avait une maman. Elle vient de compléter maintenant 25 ans de mariage. Elle a 10 enfants. Elle a décidé de fêter ces vingt-cinq ans. Réunissant toute la famille autour d'elle, elle a passé la matinée à la cuisine à préparer un gâteau. Elle a mis tout son cœur de maman pour préparer ce gâteau pour ses enfants. À midi, elle apporte le gâteau, le met sur la table, réunit tous ses enfants autour d'elle et dit: "Voilà, ce gâteau est pour vous. J'y ai mis tout mon cœur. Répartissez-le entre vous. Que tous et chacun d'entre vous ait tout ce dont il a besoin." Et elle s'en est allée. Les trois enfants les plus âgés ont pris le gâteau et en ont retiré les $\frac{3}{4}$ pour eux-mêmes. Ils ne restait plus que $\frac{1}{4}$ du gâteau pour les sept autres frères.

Vers une société nouvelle et un homme nouveau

Que peut penser cette maman dans son cœur? Que sent-elle le jour de sa fête? Elle aime ses enfants. Mais elle ne peut accepter cette répartition injuste du gâteau qu'elle a préparé avec tout son cœur, toute sa tendresse de maman.

¹ Les titres et les sous-titres sont de la rédaction. — Extraits d'un exposé de M^{sr} Antonio Fragoso, évêque de Crateus au Brésil lors d'une rencontre avec les membres de groupes populaires à Montréal à l'occasion de la campagne du carême de Développement et Paix en 1975.

Le gâteau, c'est la terre du monde entier. Ce sont toutes les richesses du monde, celles qu'on a déjà découvertes et les autres qu'on va découvrir. C'est le grand gâteau. Dieu y a mis tout son cœur de Père, toute sa tendresse. Il a préparé tout cela pour tous ses enfants. Il dit. "Voilà c'est pour vous. Donnez tout cela. Répartissez entre vous de telle façon que chacun ait tout ce dont il a besoin et que tous aient tout le gâteau. 10% des enfants disposent maintenant de 80% du gâteau: ce sont les statistiques officielles de l'O.N.U. Pour les autres 90% des enfants, il ne reste plus que 20% du gâteau.

Est-ce que Lui, le Père qui aime ses enfants, accepte en silence cette division, cette répartition injuste de son gâteau? Est-ce qu'on peut être Chrétien et dire: j'aime Dieu mon Père et être silencieux face à cette répartition injuste du grand gâteau?

Voilà le problème. Quand il s'agit de Développement et Paix, d'un campagne de carême au Canada-Français, quand il s'agit de quelqu'un comme moi qui vient du Tiers-Monde comme un de vos frères, qu'est-ce qu'on veut dire?

Que le gâteau est aujourd'hui réparti d'une façon tout à fait injuste, indigne de l'homme et que cette répartition est un blasphème collectif contre le Seigneur. On ne peut être Chrétien et être indifférent. On doit décider: être pour ou contre. Voilà le défi.

Comment répartir d'une façon juste le gâteau maintenant? Je ne le sais pas. Je sais que si on s'unit, si on se laisse mener par son cœur, on découvrira la façon juste de faire la répartition de ce gâteau pour tous. Et ce sera la société nouvelle et l'homme nouveau.

C'est l'Utopie mobilisatrice qui nous attire, qui nourrit notre espérance, qui nourrit la lutte pour la justice des Chrétiens.

Pour un front populaire mondial

De plus en plus de paysans au Brésil apprennent à se réunir dans leur petite communauté, à faire l'analyse critique de la situation. Ils discutent les problèmes de leur communauté, ils découvrent les besoins très concrets, ils essaient de donner une réponse par des micro-projets communautaires qu'ils établissent par eux-mêmes. En réalisant ces micro-projets, ils découvrent qu'ils sont capables, qu'il ne faut pas

transférer vers le maire, vers le député, vers l'évêque, vers le Père, vers Dieu la solution. Ils découvrent qu'ils sont créateurs parce qu'ils ont été créés à l'image d'un Dieu créateur. C'est le Créateur qui les a fait créateurs pour Lui. Ils découvrent cela. Ils deviennent des adultes conscients. Ils commencent à s'organiser.

Il y en a ainsi des milliers au Brésil; il y en a des dizaines de milliers en Amérique Latine; il y en a en Afrique, en Asie. Il y en a aussi à l'intérieur des pays riches.

Il faut que tous ces groupes conscients, s'articulent, s'unissent pour organiser un grand front populaire mondial. Pour arriver où? À une répartition juste du gâteau, de telle façon que le Seigneur soit content, qu'il soit loué dans la grande Eucharistie, célébration de la libération de l'homme. Parce que l'Eucharistie, c'est la célébration sacramentelle de la libération de l'homme dans le Christ.

Voilà le grand appel! Et vous, que pouvez-vous faire? Je pense qu'il faut en prendre conscience. Ouvrir son cœur, ne pas être d'un quartier, ne pas être d'une ville: avoir un cœur universel. Essayer de connaître la situation des opprimés du monde entier, tout ce qui se passe pour la libération, et y être présent.

Prendre conscience de l'injustice et la détruire¹

Que les Québécois doivent leur confort à cette exploitation et qu'il leur soit difficile de donner la main au Tiers-Monde, voilà un problème très grave. Je ne connais pas les Québécois. Je connais les États-Unis, un peu l'Europe et je sais que la racine principale de l'injustice et de l'exploitation se trouve au cœur des pays riches et que nos gouvernements et les élites de nos pays pauvres sont le prolongement des pays riches à l'intérieur de nos pays. Je suis d'accord avec vous. L'appel principal qu'on fait à la conscience des Chrétiens du Canada, c'est de prendre conscience de cette injustice qu'on fait ici et de la détruire: changer radicalement la société canadienne de telle façon qu'on respecte le Tiers-Monde.

¹ La suite de cet article est une série de réponses aux questions des participants de cette rencontre.

La lucidité et l'amour

Je pense comme vous que le changement radical de la société exige une lucidité extraordinaire. On doit unir toute l'intelligence du monde avec tous les moyens scientifiques et techniques pour planifier d'une façon organique ce changement radical et le projet politique global de demain.

Mais pour moi, cela est impossible s'il n'y a pas d'abord le cœur. Le progrès technique actuel est très grand. En 1974, on a destiné 240 milliards de dollars pour utiliser la technique pour fabriquer des armes. Ce n'est pas d'abord un problème d'intelligence et de lucidité. Cela est exigé d'une façon absolue et fondamentale. Mais c'est impossible s'il n'y a pas un cœur, si on ne croit pas en l'homme comme en un frère et en sa dignité d'homme.

C'est pourquoi, je crois que la lucidité est absolument indispensable mais que c'est impossible de faire un changement radical seulement avec la lucidité. Il faut un climat d'amour, un cœur. La force la plus puissante du monde n'est pas l'intelligence, non. C'est le cœur.

Les opprimés vont faire le changement radical

Comme vous, plusieurs se demandent comment aider les gens du Tiers-Monde. Moi, je ne connais pas la réponse. Je connais un peu l'expérience de quelques-uns qui ont essayé de répondre. On a vu que ce sont les opprimés ou les pauvres ou les gens du Tiers-Monde qui sont en marge du processus. Ce sont ces gens-là qui seront décisifs pour le changement radical. Ce n'est pas l'Église, ce ne sont pas les intellectuels, ce ne sont pas les militaires, ceux qui ont les pouvoirs politique et économique, qui feront le changement radical. Ce sont les opprimés qui deviennent conscients, s'organisent et luttent pour la justice. Cela est absolu pour moi. Il n'y a pas de doute pour moi de ce point de vue-là. Je sais aussi par ma foi que Dieu veut que les agents principaux de ce changement radical soient les opprimés. Dieu les choisit pour être les Moïse de cet Exode, pour cette libération d'aujourd'hui.

De l'autre côté, ceux qui appartiennent aux pays riches et qui sont des chrétiens qui veulent être solidaires, doivent se mettre à l'écoute de cette lutte qu'on fait là-bas, de cet effort de conscientisation et de cette lutte de libération.

Est-ce que les Chrétiens des pays riches sont disposés à être à l'écoute, à se mettre à leur rythme et leur offrir la coopération complémentaire à cet effort de conscientisation et de libération?

S'ils en ont le courage, qu'ils le fassent. S'ils ne l'ont pas qu'ils ne nous envoient pas leur argent. Car c'est surtout des actions complémentaires aux efforts des gens les plus opprimés du Tiers-Monde qui s'unissent, qui sont nécessaires. Les projets de prise de conscience et de libération doivent être financés, bien sûr. Mais quand les Chrétiens d'un pays riche financent d'abord des projets de conscientisation et des projets de libération, ils se suicident parce que leurs privilèges vont disparaître. On va leur retirer la base d'une économie prospère. Si les Chrétiens ont ce courage, qu'ils soient cohérents et qu'ils aident.

Efficacité des luttes contre les multinationales

Il y a au Brésil plusieurs Multinationales dont les racines sont soit Allemandes, soit Américaines, soit Canadiennes. Par exemple, Brascan, Alcan, mais surtout Brascan¹ qui a reçu en 1974 plus de 400 millions de dollars de revenu au Brésil. Selon ce que j'en connais, ces compagnies augmentent notre dépendance, c'est-à-dire notre esclavage, permettent l'accumulation des richesses, des revenus très rapide. Elles marginalisent de plus en plus les pauvres, les exploitent. Au fond, c'est une façon de nous voler et d'empêcher notre libération. Pour parler clairement, ces grandes compagnies sont nos ennemies.

Comment organiser une lutte efficace contre la prolifération des Multinationales? On dit qu'en l'an 2000, il y aura 3340 compagnies multinationales qui auront plus de 90% du contrôle des décisions économiques du monde. Qu'est-ce qu'on peut faire pour une action efficace de changement? Je ne sais pas.

Dom Helder Camara qui étudie beaucoup ces problèmes et qui a écouté beaucoup de spécialistes et d'experts qui essaient de trouver des solutions, n'a pas encore obtenu cette réponse.

Il a essayé de faire des contacts, par exemple, avec des Chrétiens et d'autres qui ne sont pas Chrétiens mais qui croient en la dignité de

¹ N.D.L.R.: dont fait partie la compagnie Labatt.

l'homme, qui sont des actionnaires dans les grandes compagnies. Ces personnes ont décidé d'obtenir toutes les données sur l'exploitation que ces grandes compagnies font dans le Tiers-Monde, sur leur retentissement sur les centres économiques de ces pays pauvres, et d'envoyer ces renseignements à chacun des actionnaires, de telle façon qu'ils connaissent la chose et qu'ils puissent influencer les décisions à l'intérieur de l'Assemblée générale de ces grandes compagnies.

C'est un petit effort qui, s'il reste isolé, est tout à fait incomplet, *parce que ce n'est pas le monde des grandes compagnies qui feront le changement radical de la société. Ce sont les opprimés, évidemment.* Mais c'est un effort. Il faut unir tous les efforts et les efforts de tous les opprimés du monde pour le changement radical.

Peut-on être riche et chrétien?

Aujourd'hui, le niveau des richesses de presque tous les gens a été obtenu par l'exploitation des autres. Cela est immoral. En principe, aujourd'hui, la richesse de presque tous les riches vient du vol accumulé. Pour chaque travailleur, on ne paye pas le travail. On ne donne que ce qui est suffisant pour vivre. Le reste est approprié par le patron, par les propriétaires. Quand il s'agit de quelqu'un qui a volé, on ne peut pas pardonner s'il ne décide pas de restituer: il faut qu'on fasse la restitution. Quand la restitution n'est pas faite par la bonne volonté, alors il faut l'arracher.

Il faut l'organisation de la lutte populaire de tous les opprimés pour faire revenir aux vrais propriétaires ce qu'on leur a volé. C'est un problème très grave.

Il y a une autre chose. L'Église nous a beaucoup parlé pour dire que les surplus n'appartiennent pas à chaque personne. Le propriétaire est un administrateur au service de tous, du bien commun, surtout de ceux qui n'en ont pas. S'il emploie tout cela pour son confort, il est un voleur.

Le problème le plus difficile, c'est la pédagogie de la conversion des chrétiens riches. Je crois que tout homme, sans aucune exception, est capable de résurrection et de libération. Tout homme dans le monde. Est-ce que plusieurs des Chrétiens riches vont changer par des arguments? Voilà le problème. Il faut faire l'expérience. Pour plu-

sieurs, la médiation de la justice de Dieu se fait par l'organisation et la lutte des pauvres. La lutte des opprimés, c'est la médiation de la justice de Dieu pour provoquer la conversion. Dans ce sens là, on peut parler de deux classes (il ne s'agit pas d'une définition sociologique): la classe des opprimés et la classe des oppresseurs. La classe des oppresseurs comme classe est anti-évangélique et anti-humaine, tout à fait inacceptable.

Il y a une contradiction entre être riche et être Chrétien. S'il est riche aujourd'hui, il n'est pas un chrétien au sens évangélique. Subjectivement, il se croit chrétien. En fait, il ne l'est pas.

Lutter pour la justice exige un cœur de pauvre

Il y a un autre problème. Il y a les béatitudes. Heureux celui qui a un cœur de pauvre, un cœur d'enfant. Cela est le fond de l'évangile. Il n'y a que ceux qui ont un cœur de pauvre, un cœur d'enfant qui seront disponibles pour la lutte totale, jusqu'à la mort et pour changer totalement la société.

Pour le reste, tous nous autres, nous sommes tentés de devenir des capitalistes. Tous! Si on n'est pas attentif, si on n'essaie pas de se convertir, on deviendra facilement un exploiteur des autres, un capitaliste. C'est pourquoi, il n'y a que ceux qui ont un cœur de pauvre, un cœur d'enfant, qui sont disponibles vraiment pour la lutte pour la justice.

Une Église alliée des riches

Quand on parle de l'Église, il s'agit d'un côté, des Évêques et de la hiérarchie, et de l'autre côté de l'ensemble des chrétiens. Quand il s'agit des évêques, il y a d'abord une chose: ce ne sont pas les évêques qui ont d'abord été choisis par le Seigneur pour la révélation de la Bonne Nouvelle, la pensée profonde de Dieu: ce sont les pauvres, ce sont les petits et les faibles. Ce sont eux qui sont choisis. Les titres ne valent rien, les titres d'évêques ou de Pape ne valent rien. C'est plus facile pour moi de devenir un pharisien que pour un pauvre. Le titre d'enfant d'Abraham ne vaut rien par lui-même, parce que le Seigneur peut faire surgir des enfants d'Abraham avec les pierres que vous voyez.

Comme praxis, c'est difficile pour nous évêques avec toute notre formation, de devenir des pauvres parce qu'on nous a éduqués pour être des maîtres. Nous étions l'Église enseignante des docteurs. On nous a préparés pour conserver et défendre les traditions de l'Église. On est plus facilement pour le statu quo, pour la conservation. Nous avons été éduqués pour le respect de l'autorité qu'on comprenait comme venant de Dieu. Toute autorité devait être respectée parce que c'est Dieu qui parle quand l'autorité parle. On a été éduqué pour la paix, la coexistence pacifique avec l'ordre établi, avec l'injustice. Nous avons appris à défendre la propriété privée de ceux qui possèdent et non pas le droit à la propriété de ceux qui ne possèdent pas.

Avec toute cette formation qu'on a reçue, on est des victimes. Nous autres évêques, nous sommes des conservateurs. C'est plus difficile pour nous de changer. Et surtout à partir du IV^e siècle, l'Église hiérarchique est devenue une puissance. Nous avons un pouvoir. Tout pouvoir a une affinité avec la tentation de légitimer le pouvoir, de "dialoguer" avec lui. Il y a toutes ces choses contre nous.

C'est pourquoi d'abord, ce sont les opprimés qui seront les sujets de la libération et non pas nous, évêques. Mais, nous, évêques, comme tous ceux qui détiennent un pouvoir, nous pouvons aussi nous convertir par la médiation de la lutte des pauvres pour la justice.

La difficile intégration pratique de la lutte et de l'amour

Un amour qui n'inclut pas la justice est un amour faux, inacceptable pour un chrétien. Ce n'est pas évangélique. On n'aime pas si on ne fait pas la justice. Mais c'est l'intégration pratique entre l'amour et la justice qui pose une difficulté. Comment unir ces deux choses. L'injustice provoque la révolte et on est appelé à aimer. Comment faire cela?

Voilà une synthèse qu'on doit recommencer tous les jours. Dans chaque circonstance concrète, on est mis au défi de faire cette synthèse personnelle. Si on accepte l'injustice pour les autres, on ne les aime pas. Si on les aime, on veut les libérer. C'est pourquoi théoriquement, la synthèse est déjà faite. Mais dans notre vie pratique, comment la faire? On est mis au défi chaque fois, dans chaque circonstance pratique, à faire l'intégration. Je pense qu'on doit insister aujourd'hui un peu plus sur la justice parce que sur l'amour on a insisté beaucoup et que

l'amour est devenu aujourd'hui un mot ambigu, sans couleur. Il faut insister sur la justice et sur l'amour qui inclut la justice. On cherche la justice parce qu'on aime.

La division et la lutte entre exploités

C'est une chose très triste que la division entre les pauvres, les travailleurs, les opprimés. C'est un fait très triste aussi que quelques-uns des travailleurs, des ouvriers, deviennent des exploités de leurs frères. C'est un fait très triste. Mais l'unité ne vient pas d'une façon spontanée. Il faut une éducation de la conscience pour arriver à cette unité.

Quand il s'agit d'unité populaire des travailleurs, quels sont les modèles qu'ils voient partout dans l'opinion publique, dans la presse? Ce sont les modèles du système. Ces modèles incluent toujours l'exploitation des autres. Alors on aspire très facilement à devenir aussi un riche, un puissant, comme les autres pour avoir le confort, le pouvoir et les possibilités.

C'est une tendance très généralisée parce que les opprimés, les pauvres, ont intériorisé l'opresseur. La mentalité du système se trouve à l'intérieur des pauvres, des travailleurs, c'est pourquoi il y a de fortes divisions; et quand il s'agit de libération, il faut faire d'abord la libération des opprimés, des travailleurs, des pauvres. Qu'ils se libèrent de cette mentalité d'oppression, de cette tendance à imiter le système; qu'on arrive à vouloir la promotion collective et non la promotion individuelle, isolée. Cette libération est indispensable pour promouvoir la libération globale. Car la division parmi les ouvriers, parmi les pauvres, empêche l'efficacité de la lutte de libération.

N'est-on pas complice de l'Église en demeurant ses membres?

Je ne sais pas quelle réponse vous donner. J'ai une réflexion à faire, si j'ai bien compris la question.

Le vrai chrétien, pour l'Évangile, ce n'est pas celui qui dit: "Seigneur, Seigneur". Ce n'est pas d'abord celui qui pratique toute la loi. C'est celui qui a un cœur de pauvre, qui s'abandonne d'une façon confiante au Seigneur: c'est celui qui fait la volonté de Dieu. Or la volonté de Dieu est qu'on lutte pour la justice; c'est qu'on aide ses frères

jusqu'à mourir pour leur libération. Si on fait cela, on est un vrai chrétien.

Évidemment, un vrai chrétien, quand il le découvre, essaye de célébrer d'une façon sacramentelle sa lutte de libération. Mais ce n'est pas d'abord la participation à la communauté officielle liturgique qui fait le chrétien. Celui qui a soif de la justice et qui lutte pour elle, celui-là sent le besoin de se retrouver avec d'autres, en communauté, en Église.

Le courrier des lecteurs

Partager l'Espérance

Je tiens à vous assurer mon entier appui pour cette petite revue excellente. Mes commentaires ne peuvent qu'être brefs. Votre revue demeure pour moi un stimulant. Elle m'interroge dans mes actions et mes omissions plus ou moins conscientes, dans ma préoccupation en faveur de la classe ouvrière. Elle m'indique des faits concrets, des gestes précis de solidarité qui passeraient sans elle si facilement sous silence.

Je dois ajouter tout de suite que je ne suis pas encore engagé profondément dans le milieu ouvrier. Mais la lutte pour la promotion humaine et chrétienne m'interpelle et m'aiguillonne. Et "Vie ouvrière" y est pour quelque chose.

A toute la rédaction, aux collaborateurs, aux militants, j'offre mes félicitations et mes remerciements pour une espérance partagée, un amour concrétisé. J'ose espérer pour moi aussi la grâce de transparaître le Christ dans mon "pays réel" avec mes frères.

Ce n'est qu'un début!

Un ami,

Jean-Pierre Langlois

BERNARDIN FRÈRES INC.
ASSURANCES — INSURANCE

8000 ST. DENIS, MONTREAL H2R 2G1
TEL. 384-9200



LE SALON DE BEAUTÉ POUR L'AUTO



G. LEBEAU Ltée

5940, rue Papineau
Montréal, Tél.: 273-8861
400 St-Vallier, Est
Québec, Tél.: 522-6816

Siège social:
625 Deslauriers,
St-Laurent, P.Q. H4N 1W9

1690, boul Labelle
Ville de Laval, Tél.: 688-2751
405 ouest, Curé Poirier
Longueuil, Tél.: 677-9136

Toits — Housses — Nettoyage intérieur — Rembourage — Vitres

DUSTBANE
MAISON CANADIENNE

Produits et matériaux
d'entretien des édifices

2560 Dalton
Parc Colbert
Ste. Foy
QUEBEC 12, Qué.
Tél.: 651-9830

2068, 55^e Avenue
DORVAL, Qué.
Tél.: 631-4526

Service moderne d'entretien
des immeubles
Contrats à forfait

4240, Côte de Liesse
MONTREAL 306, Qué.
Tél.: 735-4161

2556 Dalton
Parc Colbert
Ste. Foy
QUEBEC 12, Qué.
Tél.: 651-9515

Dossiers encore disponibles

- No 81 — Ces militants, qui sont-ils?
- 82 — Le travail des hommes
- 83 — Où va le travail humain?
- 84 — L'éducation populaire, mythe ou réalité?
- 85 — Solidarité multinationale des travailleurs
- 86 — Les fêtes et la culture populaire
- 87 — Culture populaire et liberté
- 88 — Les conditions de travail et la vie familiale
- 89 — Le conflit du Pavillon St-Dominique
- 90 — Quand l'employeur est l'Église
- 91 — Les chrétiens et le monde ouvrier
- 92 — L'alimentation et l'entreprise privée
- 93 — Les ouvriers prennent en charge leur usine
- 94 — Le marché "noir" du travail
- 95 — Le sang des ouvriers: les accidents du travail

Prix: \$1.00 l'unité.

Total

Je désire m'abonner à **Dossiers "Vie ouvrière"**

pour un an: \$6.50 pour deux ans: \$12.00

La revue publie 10 dossiers par année

Nom:

Adresse:

.....

Retourner à: **Dossiers "Vie ouvrière",**
1201, rue Visitation, Montréal H2L 3B5



**UNE INFORMATION LIBRE,
DES ANALYSES SÉRIEUSES,
DES CHOIX PRÉCIS...
C'EST ÇA, LA DIFFÉRENCE!**

ABONNEMENTS PAR LA POSTE

Ci-joint mon chèque d'abonnement

de \$18.00 pour 3 mois

de \$32.00 pour 6 mois

de \$60.00 pour 12 mois

Édition du samedi seulement \$15.00 pour 12 mois

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

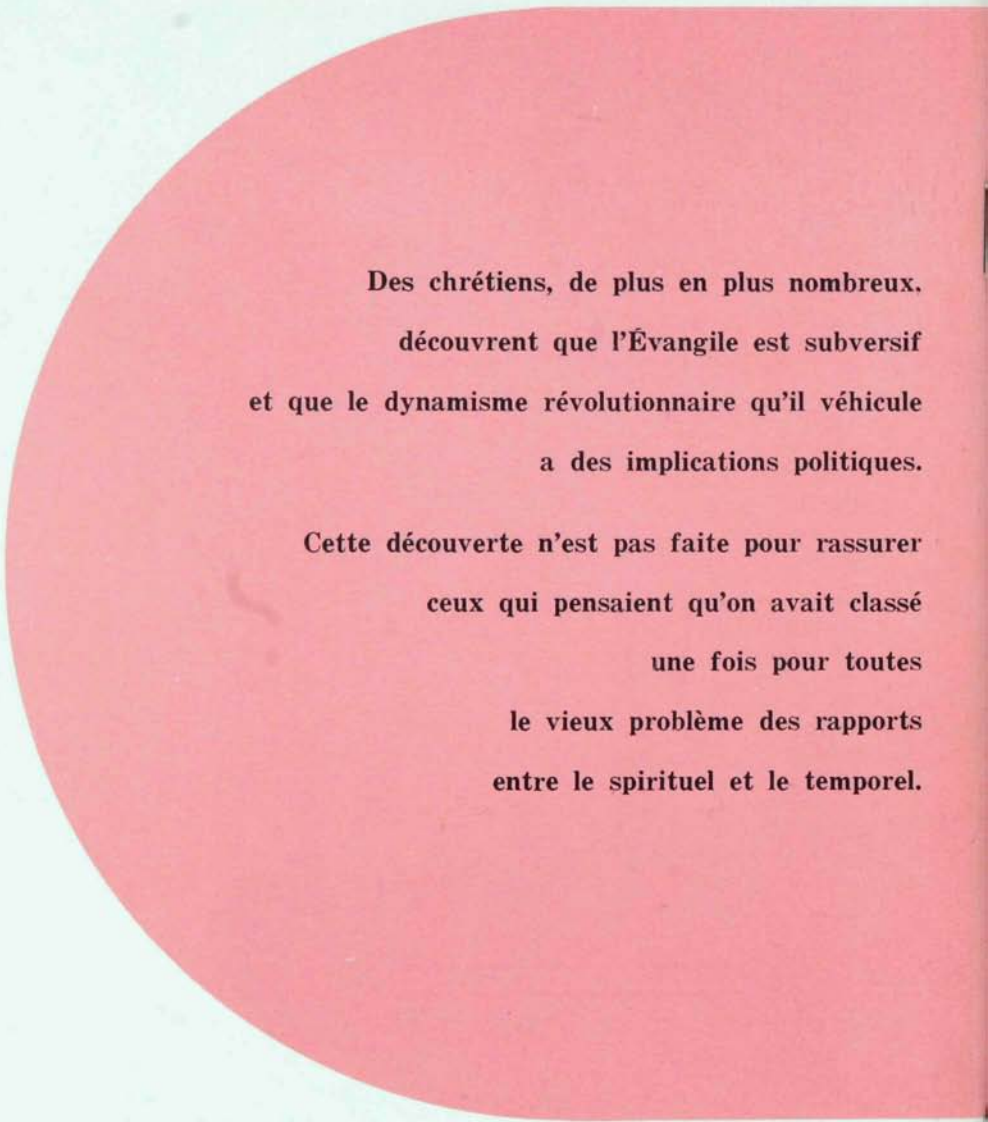
TÉL: _____

POUR RENSEIGNEMENTS

COMPOSEZ - 331-8961

IMPORTANT: *Aucun abonnement n'est remboursable.*

LE JOUR, 387 Boul. LEBEAU, VILLE ST-LAURENT



**Des chrétiens, de plus en plus nombreux,
découvrent que l'Évangile est subversif
et que le dynamisme révolutionnaire qu'il véhicule
a des implications politiques.**

**Cette découverte n'est pas faite pour rassurer
ceux qui pensaient qu'on avait classé
une fois pour toutes
le vieux problème des rapports
entre le spirituel et le temporel.**